

D'anciens membres du Mouvement pour l'Aceh libre (GAM)
présentent les armes avant de les remettre à la Mission de suivi d'Aceh à Banda Aceh,
décembre 2005. © Tarmizy Barva/Reuters



Les limites du DDR

LES LEÇONS DE LA RÉINTÉGRATION À ACEH

INTRODUCTION

La signature de l'accord de paix d'Helsinki en août 2005 avait pour but de mettre un terme à près de 30 ans de conflit séparatiste à Aceh. Un programme de réintégration, destiné à consolider la paix naissante, a été mis en place dans cette province située à l'extrémité occidentale de l'Indonésie. En application du mémorandum d'entente d'Helsinki, les rebelles du Mouvement pour l'Aceh libre (*Gerakan Aceh Merdeka* ou GAM) devaient remettre 840 armes et démobiliser leurs troupes (GoI et GAM, 2005, paras. 4.3, 4.2). La troisième section de l'accord mettait l'accent sur la réintégration, avec des clauses stipulant l'offre d'une assistance aux anciens combattants, aux prisonniers politiques amnistiés et aux victimes de la guerre. Le gouvernement indonésien a créé un bureau de réintégration (le BRA ou *Badan Reintegrasi-Damai Aceh*) et des agences internationales ont mis sur pied des projets communs pour soutenir les processus et programmes de réintégration.

Trois ans et demi plus tard, Aceh est désormais un endroit bien plus paisible. Le GAM a remis ses armes à feu, qui par la suite ont été détruites, les troupes indonésiennes ont été retirées d'Aceh et les élections du gouverneur provincial et des chefs de district se sont déroulées sans heurts. Un ancien dirigeant rebelle est devenu gouverneur, de nombreux anciens rebelles du GAM ont été élus chefs de district et le GAM même est devenu un parti politique (*Partai Aceh*) prêt à disputer les élections législatives locales d'avril 2009. La sécurité a connu une nette amélioration et le soutien apporté à la paix à Aceh est généralisé. Il n'est pas surprenant qu'Aceh ait été présenté comme un modèle qui pourrait éventuellement être reproduit dans d'autres zones de troubles (Morfit, 2007 ; Husain, 2007)¹. L'octroi du prix Nobel de la paix à l'ancien président finlandais Martti Ahtisaari, qui a présidé les pourparlers d'Helsinki, n'a fait que confirmer l'incroyable retournement de situation à Aceh.

Pourtant, même si l'histoire post-conflit d'Aceh est globalement positive, on ne peut pas en dire autant de l'expérience d'aide à la réintégration des anciens combattants et d'autres personnes concernées. La façon dont l'aide à la réintégration a été offerte et les conséquences de cette aide ont suscité un désenchantement généralisé. L'année 2008 a été le théâtre d'une augmentation des conflits violents localisés, impliquant souvent d'anciens combattants. Bon nombre de citoyens qui ont été affectés par le conflit demeurent bien moins lotis que d'autres dans la province. Une aide à la réintégration inefficace est considérée par de nombreuses personnes à Aceh et à Jakarta comme l'une des causes de ces problèmes et comme une éventuelle « bombe à retardement » pour le processus de paix (Hariyanto, 2008). Certains craignent que la paix soit plus fragile qu'on ne veut bien le croire (ICG, 2007a ; 2008). Alors qu'Aceh entre dans sa quatrième année de paix, on rappelle souvent que seule environ la moitié des pays sortant d'un conflit armé voit passer dix ans sans rechute (Collier *et al.*, 2003 ; SÉCURITÉ POST-CONFLIT).

En s'interrogeant sur les raisons qui ont permis à la paix de subsister jusqu'à présent à Aceh et sur le rôle joué par les programmes de réintégration, ce chapitre cherche à tirer des leçons pour les programmes internationaux de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR). Il s'appuie sur de nouvelles données originales concernant la réintégration à Aceh, en se fondant sur plusieurs études de la Banque mondiale réalisées dans la province au cours des quatre dernières années. Il s'agit notamment de deux enquêtes représentatives menées en 2006 et 2008 auprès d'anciens combattants (la deuxième a également inclus des entretiens avec plus de 3 000 ménages de la population civile), d'un suivi continu du conflit, d'une enquête à l'échelle provinciale sur les dégâts infligés aux infrastructures et aux relations sociales, ainsi que d'une évaluation de la pauvreté au niveau de la province (cf. encadré 8.1). Ce chapitre, et les données qu'il utilise, repose sur un nombre croissant de sondages et de micro-études qui ont été réalisés auprès d'anciens combattants dans des pays en situation d'après-guerre tels que la Colombie, l'Éthiopie, le

Carte 8.1 Aceh



Liberia, la Sierra Leone, le Timor-Oriental et l'Ouganda². De telles données permettent une évaluation rigoureuse du déroulement des efforts de réintégration et de la réussite (ou de l'échec) de ces programmes, ainsi que des raisons expliquant ces résultats.

Voici quelques-unes des principales conclusions de ce chapitre :

- Les principales raisons expliquant la réussite du processus de paix à Aceh à ce jour sont l'engagement très marqué des dirigeants des deux côtés et le soutien général exprimé par la population d'Aceh en faveur de la paix.
- Les programmes de réintégration des anciens combattants n'ont pas joué de rôle clé dans ce soutien à la paix. Dans certains cas, la façon dont l'assistance a été offerte a même accru les tensions.
- Le programme de réintégration à Aceh s'est en partie basé sur une série d'hypothèses concernant la situation des anciens combattants et leurs relations avec les non-combattants. Dérivées d'autres situations post-conflit, bon nombre de ces hypothèses n'étaient guère adaptées à la situation d'Aceh.

- La cohésion sociale est importante à Aceh entre les combattants et les non-combattants. Les anciens combattants sont plus susceptibles d'être employés que les non-combattants, ce qui rend l'assistance ciblée superflue dans bien des cas.
- L'offre d'une compensation financière aux individus n'a eu que peu d'impact sur leur bien-être mais a en revanche contribué à nourrir le désenchantement des anciens combattants comme des non-combattants.
- L'incapacité à lier – même partiellement – les programmes de réintégration aux efforts de reconstruction après le tsunami et de développement au sens plus large a laissé sans réponse des problématiques d'après-guerre essentielles et a de surcroît contribué à exacerber les inégalités à Aceh.

Le chapitre procède ensuite à un récapitulatif de l'origine, de l'évolution et du règlement du conflit d'Aceh et souligne certains des problèmes émergents dans la période d'après-guerre. Il examine la façon dont les programmes de réintégration ont été mis en œuvre à Aceh, notamment l'ampleur de leur dépendance envers les principes dérivés de l'expérience internationale. Le chapitre met ensuite l'accent sur trois points faibles des programmes de réintégration et d'autres approches d'après-guerre plus générales à Aceh, au moyen de données tirées d'études de la Banque mondiale. Il conclut par un court résumé des perspectives d'avancées potentielles dans la province, et attire l'attention sur les implications de l'expérience d'Aceh pour d'autres programmes de réintégration ailleurs dans le monde.

Encadré 8.1 Sources des données utilisées dans ce chapitre

L'évaluation des besoins de réintégration du GAM a été réalisée par la Banque mondiale entre octobre 2005 et mars 2006. Des recherches qualitatives menées sur le terrain dans la moitié des districts d'Aceh ont exploré les progrès de la réintégration, les problèmes post-conflit émergents, et la façon dont la population avait bénéficié de l'aide. Une enquête statistiquement représentative a été menée auprès de 642 anciens combattants et prisonniers du GAM par des membres de la Mission de suivi d'Aceh (MSA) gérée par l'Union européenne et chargée du recensement. La Banque mondiale a présenté les résultats de ces enquêtes (Banque mondiale, 2006a).

Les **enquêtes sur la réintégration et les moyens de subsistance à Aceh (ARLS)** incluent des informations sur plus de 3 000 civils, un échantillon statistiquement représentatif de plus de 1 000 anciens combattants et plus de 800 chefs de village. Ces enquêtes ont été réalisées dans l'ensemble des 248 sous-districts urbains et ruraux d'Aceh. Elles ont permis de récolter des informations sur de nombreux facteurs affectant la réintégration des civils et des anciens combattants, notamment la cohésion sociale, les sources de revenus économiques, l'attitude à l'égard du gouvernement, et le degré d'affectation par le conflit. Les ARLS ont été mises au point par des chercheurs des universités de Columbia et Stanford, en collaboration avec la Banque mondiale, et ont été réalisées en juillet-septembre 2008⁴.

Les données sur les tendances de conflit à Aceh proviennent des **mises à jour de suivi du conflit à Aceh**, publiées chaque mois par la Banque mondiale. Les médias locaux font l'objet d'un suivi, et tous les incidents de conflit rapportés sont relevés, codés et introduits dans une base de données principale. Le suivi implique également de fréquents déplacements sur le terrain dans toute la province pour enquêter sur des incidents précis et des tendances émergentes.

L'**évaluation de la pauvreté à Aceh** effectuée en 2008 examine l'impact du conflit, du tsunami et de la reconstruction sur la pauvreté (Banque mondiale, 2008e). Elle repose sur des données provenant d'études gouvernementales, telle que SUSENAS⁵, combinées avec des données secondaires collectées sur le terrain à Aceh.

L'**enquête sur les villages d'Aceh** a été gérée par le truchement de la Banque mondiale et du programme de développement Kecamatan du gouvernement d'Indonésie (Banque mondiale/KDP, 2007). Dans la quasi-totalité des localités rurales d'Aceh, des médiateurs locaux ont récolté des données sur le degré des dommages infligés aux infrastructures par le conflit et le tsunami, et sur diverses dimensions de la vie sociale locale, notamment les flux de déplacés internes (PDI), la cohésion sociale et l'accès à l'information.

CONFLIT ET PAIX À ACEH

Le conflit armé à Aceh a connu des hauts et des bas depuis 1976 et a entraîné entre 12 000 et 20 000 morts violentes (Aspinall, à paraître). Comme pour la plupart des guerres, un certain nombre d'explications plausibles peuvent être offertes quant aux raisons de son apparition et de sa persistance. Les plus communes sont liées à l'appropriation des

gains provenant de l'extraction des ressources naturelles, à la violence et la répression perpétuées par l'État, et à la mobilisation d'une identité acehnaise distincte à des fins violentes (Barron et Clark, 2006). Les griefs exprimés par les Acehnais quant à l'appropriation par le gouvernement central des recettes du pétrole et du gaz sont venus s'ajouter à un ressentiment antérieur lié à ce qui est considéré comme une domination de la culture nationale indonésienne par l'île de Java (Sulaiman, 2006 ; Ross, 2005). La promesse répétée d'accorder l'autonomie politique et culturelle à Aceh n'a pas été tenue, ce qui a encore aggravé le mécontentement (Miller, 2006). Les horribles tactiques anti-insurrectionnelles des forces militaires indonésiennes n'ont fait qu'accroître la perception d'aliénation et le GAM a été en mesure de recruter à tout va dans toute la province (Schulze, 2004). L'absence de développement économique en dépit de l'abondance des ressources d'Aceh et ce que l'opinion percevait comme l'incompétence et la corruption de l'État ont poussé de nombreux Acehnais à juger nécessaire la séparation d'avec l'Indonésie (Barron et Clark, 2006).

La mise sur pied d'une zone d'opérations militaires avec l'afflux à Aceh de dizaines de milliers de soldats indonésiens a entraîné une intensification du conflit en 1989. Une série de tentatives avortées de négociation de paix entreprises à partir de 2000 s'est soldée par l'instauration de la loi martiale à Aceh en mai 2003 (Sukma, 2004). La province s'est ainsi retrouvée en grande partie coupée du monde alors que la guerre totale s'accompagnait de graves violations des droits de l'homme (HRW, 2003 ; AI, 2004).

Fin 2004 et début 2005, trois facteurs se sont conjugués pour préparer Aceh à la paix. Tout d'abord, l'élection du président Susilo Bambang Yudhoyono et de son vice-président, Jusuf Kalla, a donné un nouvel élan à Jakarta pour trouver une solution pacifique. M. Kalla avait été impliqué dans des tentatives antérieures de pacification d'autres régions troublées d'Indonésie et avait fait appel à des intermédiaires pour sonder la volonté de conciliation des dirigeants du GAM (Husain, 2007). M. Yudhoyono, ancien dirigeant militaire, bénéficiait quant à lui du respect de l'élite de l'armée. Il a rapidement remplacé certains dirigeants militaires de haut rang par des réformistes, assurant ainsi une nouvelle capacité à garantir la paix une fois un accord trouvé (Morfit, 2007).

Par ailleurs, un changement de calcul était visible au sein du GAM. Le mouvement avait été décimé par la loi martiale, bon nombre de ses combattants ayant été tués ou emprisonnés et de nombreux autres ayant quitté Aceh. Les dirigeants du GAM ont également réalisé qu'un soutien à l'indépendance de la part de la communauté internationale se faisait de moins en moins probable, dans le cas précis d'un petit État musulman à cheval sur les voies de navigation du détroit de Malacca, dans un contexte d'après 11-Septembre. Le GAM a alors adopté une stratégie consistant à réclamer une autonomie politique et économique accrue (Barron et Burke, 2008, p. 10-11).



Un travailleur bâtit une maison pour une victime du tsunami, à proximité de Banda Aceh, décembre 2007. © Tarmizy Harva/Reuters



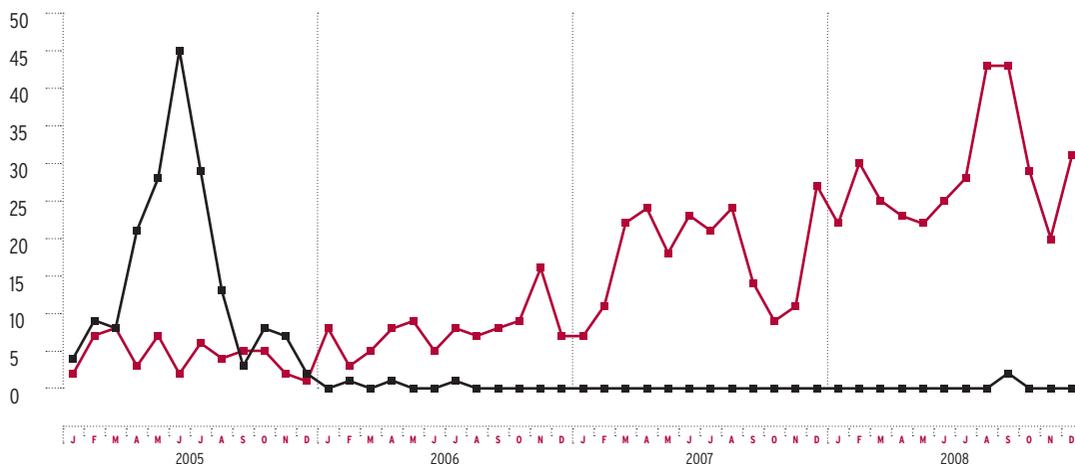
Le troisième facteur à jouer un rôle a été le tsunami qui a frappé l'océan Indien en décembre 2004 et qui a fait au moins 167 000 victimes, rien qu'à Aceh. Des milliers d'agences d'aide ont afflué dans la province touchée. Dans un tel environnement, des attaques en règle de l'une ou l'autre partie ne pouvaient plus avoir lieu (Awaluddin, 2008). Le tsunami a constitué pour les deux parties une occasion de sauver la face et de reconnaître que différentes approches étaient nécessaires. Le préambule au mémorandum d'Helsinki notait que l'effort vers la paix était un impératif moral pour les deux parties. La manne constituée par l'aide offerte après le tsunami a également renforcé la motivation du GAM à soutenir la paix, les anciens combattants profitant d'opportunités en tant que bénéficiaires directs et se voyant offrir des emplois et des contrats dans le secteur de la reconstruction⁶. Les demandes internationales d'utilisation efficace des fonds alloués à la reconstruction ont rendu impensable la poursuite de la guerre pour un gouvernement désireux de renforcer son image de nouvelle puissance démocratique (Barron et Burke, 2008).

Cinq séries de négociations ont abouti au mémorandum d'Helsinki, que le gouvernement indonésien et le GAM ont signé le 15 août 2005. Une Mission de suivi d'Aceh (MSA), non armée, pourvue en personnel et financée par l'Union européenne (UE) et l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), est alors arrivée pour superviser l'application de l'accord. Le début de cette mise en œuvre, qui s'est déroulé relativement sans problème, s'est accompagné d'une remarquable amélioration de la sécurité. Des prévisions d'une vague d'attaques de représailles lancées au moment de la signature du mémorandum se sont avérées non fondées (Barron, Clark et Daud, 2005 ; ICG, 2005a) ; en 2006, seuls trois incidents sérieux impliquant le GAM et l'armée ont été rapportés par les médias locaux. Là où les incidents se sont produits, les deux camps ont travaillé ensemble à leur résolution et les tensions locales ne se sont pas intensifiées (Banque mondiale, 2006b).

Bien que l'engagement de haut niveau envers l'accord de paix soit demeuré intact dans les deux camps, Aceh a enregistré une augmentation des cas de violence en 2008 (cf. figure 8.1). Comme dans d'autres contextes post-conflit, ces actes de violence se distinguaient, par leur nature, de ceux perpétrés en temps de guerre (SÉCURITÉ POST-CONFLIT). Si les affrontements antérieurs tendaient à impliquer des combattants du GAM et les troupes gouvernementales, les nouveaux incidents impliquaient désormais un plus large éventail d'acteurs. Le 1er mars 2008, cinq anciens combattants ont été sauvagement assassinés dans les hautes terres centrales de la province par un gang affilié aux milices pro-indonésiennes (Banque mondiale, 2008a). En mai et en juin, une série d'incidents le long des hautes terres centrales et de la frontière septentrionale d'Aceh a ajouté des problèmes communautaires aux tensions politiques plus générales (Banque mondiale, 2008b). En juillet, une fusillade entre la police et un groupe d'anciens combattants renégats du GAM a fait

Figure 8.1 **Conflits violents à Aceh, janvier 2005-décembre 2008**

■ Incidents violents locaux ■ GAM-troupes gouvernementales

NOMBRE DE CONFLITS VIOLENTS

Source : correspondance avec Adrian Morel, responsable du travail de suivi du conflit à la Banque mondiale, février 2009

quatre victimes (ICG, 2008). En juillet et en août 2008, 19 personnes sont décédées à la suite de conflits à Aceh, et 23 personnes ont été blessées, rien qu'en août. Quarante-trois cas de conflit violent ont été rapportés en août 2008, soit une augmentation de 70 % par rapport au total mensuel moyen de janvier à juillet 2008 (Banque mondiale, 2008c) ; le nombre de nouveaux incidents violents est demeuré identique en septembre 2008 (Banque mondiale, 2008d)⁷. Le nombre de cas de violence a diminué par la suite, mais il a présenté à nouveau une nette augmentation en décembre 2008. D'octobre 2006 à la fin 2008, le suivi de la Banque mondiale indique 39 incidents violents impliquant l'utilisation d'armes à feu et 20 incidents violents impliquant l'utilisation d'explosifs⁸.

La police a affirmé que le nombre de crimes armés est 22 fois plus élevé qu'avant la signature du mémorandum d'Helsinki (Jones, 2008), bien qu'il ne fasse aucun doute que la criminalité ait été dans une certaine mesure occultée à l'époque du conflit, les incidents criminels étant alors rapportés et enregistrés comme des incidents de conflit⁹. Des groupes de réflexion influents tels que l'International Crisis Group, des agences d'aide, des responsables gouvernementaux et le GAM lui-même ont fréquemment attribué ces problèmes à la mise en œuvre inefficace des programmes de réintégration à Aceh (ICG, 2007a ; Banque mondiale/DSF, 2007, p. 5 ; Bean et Knezevic, 2008).

MODÈLES INTERNATIONAUX DE RÉINTÉGRATION

Il existe un consensus international sur l'importance des programmes destinés à soutenir la réintégration des anciens combattants dans la vie civile après la conclusion d'un accord de paix. Depuis que le Conseil de sécurité des Nations unies a autorisé une opération en Namibie en 1989, plus de 60 programmes de DDR ont été mis en place (Muggah, 2009). De tels programmes se sont multipliés à mesure que les agences de développement ont investi de plus en plus dans le DDR comme dans un « pilier central des opérations de transition du militaire vers le civil » (Muggah, 2005). Comme le fait remarquer Kees Kingma, la réintégration, à l'instar du désarmement et de la démobilisation, « constitue désormais un élément incontournable des nouvelles opérations de maintien et d'imposition de la paix » (Kingma, 2001, p. 1)¹⁰.

L'ascension rapide du DDR comme outil de soutien post-conflit – en 2007, le budget annuel du DDR a dépassé les 630 millions USD (Muggah, 2009) – ne s'est pas accompagnée de discussions poussées sur son degré d'adaptation à tous les contextes d'après-guerre.

Il s'agit là d'un point particulièrement préoccupant si l'on considère le manque réel de preuves empiriques pour une évaluation des impacts, ainsi que d'analyses comparatives des endroits où fonctionnent (ou non) différentes approches, et des raisons de cette réussite ou de cet échec (Humphreys et Weinstein, 2007).

Un ensemble de préceptes a toutefois vu le jour, influençant la conception et la mise en œuvre des programmes de réintégration dans un large éventail d'environnements d'après-guerre. Un certain nombre de cadres de DDR ont été mis au point, notamment les Normes intégrées de désarmement, démobilisation et réintégration des Nations unies (IDDRS) et l'Initiative de Stockholm sur le DDR (UNDDR, 2006 ; ministère suédois des Affaires étrangères, 2006). Ces cadres reflètent des décennies de politiques et pratiques et regroupent les « meilleures pratiques » et les « enseignements tirés ». En tant que tels, ils constituent le dépôt d'une sorte de sagesse conventionnelle. Les principes exprimés dans de tels cadres ont été à l'origine de la mise en œuvre des programmes de réintégration à Aceh et ont contribué à influencer la conception de tels programmes¹¹. Le modèle de réintégration repose sur les cinq principes suivants.

Des défis uniques pour les anciens combattants : la base fondamentale des programmes de réintégration est la reconnaissance du fait qu'il existe des défis immédiats et uniques associés à la consolidation de la paix, tant au niveau individuel que communautaire. Les individus qui se sont battus en temps de guerre sont confrontés à des incitations structurelles qui peuvent les décourager de rechercher un mode de vie pacifique. Les anciens combattants ne disposent pas nécessairement des compétences nécessaires pour entreprendre de nouvelles activités non violentes génératrices de revenus. Ces difficultés peuvent être encore aggravées par un manque d'opportunités d'emploi dans les économies post-conflit (Collier, 1994). Les combattants au chômage peuvent représenter une pression pour le tissu social des communautés, car ils dépendent de réseaux de soutien qui ont été affaiblis par la guerre. L'expérience des conflits et le traumatisme qui en résulte peuvent être à l'origine de comportements qui augmentent les tensions et les risques de conflit local (Husain *et al.*, 1998).

Préférence accordée à des programmes de réintégration ciblés : si l'on suit le développement naturel de cette logique, il convient de mettre en place des programmes de réintégration mettant spécifiquement l'accent sur les besoins économiques, sociaux et politiques des anciens combattants. Le marché et les projets de développement ordinaires sont peu susceptibles de subvenir aux besoins des anciens combattants pour un certain nombre de raisons, notamment : un relatif manque d'éducation des anciens combattants par rapport à la population générale ; une discrimination à l'emploi à leur égard ; un risque de se voir éviter par les personnes chargées de la mise en œuvre des programmes de développement ; et un comportement antisocial ou peu coopératif acquis par les combattants en temps de guerre. Les programmes de réintégration ont tendance à partir du principe qu'ils peuvent identifier un cadre d'anciens combattants qui devrait être ciblé par l'aide à la réintégration. Les IDDRS, référence clé des programmeurs de la réintégration, détaillent des procédures de collecte de données destinées à déterminer l'ampleur de la tâche (UNDDR, 2006, module 4.30, p. 8-9, 20). Elles appellent ensuite à la fourniture d'une aide aux combattants individuels (UNDDR, 2006, p. 17-18, 25-26).

Priorité à la sécurité plutôt qu'au développement : le principal objectif de l'aide apportée aux combattants et aux communautés affectées consiste à stabiliser la paix. Des intérêts politiques et économiques complexes influencent la motivation des différents individus et groupes à s'investir dans la paix ; des fauteurs de troubles peuvent chercher à ruiner les efforts de paix par leur comportement conflictuel (Stedman, 1997). À court terme, « acheter » ces groupes ou individus est considéré comme plus important que poursuivre des objectifs de développement. Les programmes qui mettent l'accent sur le développement et la reconstruction, au sens plus large, et bénéficiant à des populations plus importantes, peuvent venir plus tard. Comme le font observer les IDDRS, « le DDR constitue un préalable, et pas un substitut pour les interventions de reconstruction visant spécifiquement les groupes vulnérables » (UNDDR, 2006, module 4.30, p. 6, nous soulignons). Cette importance primordiale accordée à la sécurité peut justifier un certain manque de transparence et un ciblage inéquitable de l'aide à la réintégration à court terme (UNDDR, 2006, module 2.10, p. 8-11)¹².

Le renforcement des capacités institutionnelles ne constitue pas la priorité immédiate : le modèle de réintégration souligne l'importance de l'apport rapide d'un soutien sur le terrain, aux dépens du projet, à plus long terme, de renforcement des capacités de l'État à assumer ce rôle. Cette ligne directrice reflète en grande partie le fait que près de deux tiers des initiatives de réintégration ont été mis en œuvre dans des pays africains (Muggah, 2009, p. 6). S'il est reconnu que les conflits résultent souvent de pratiques et structures étatiques faibles ou illégitimes,

Un ensemble de préceptes influençant les programmes de réintégration a vu le jour.

et que les conflits les affaiblissent encore davantage, le principal objectif de la réintégration n'est pas pour autant tourné vers le renforcement des capacités institutionnelles ou des relations entre les citoyens et l'État. Selon la doctrine actuelle, de telles considérations peuvent être abordées par la suite, après que les défis immédiats pour la sécurité ont été résolus¹³.

Séparations des structures de mise en œuvre : l'importance accordée à la garantie d'une mise en place rapide des programmes, associée à la faiblesse des organes étatiques dans la plupart des contextes post-conflit, peut nécessiter le développement de structures de mise en œuvre en dehors des systèmes gouvernementaux habituels. Les IDDRS partent du principe que l'ONU jouera un rôle de coordination et que les fonds internationaux constitueront les principales ressources pour la réintégration¹⁴.

DDR À ACEH

Le mémorandum d'Helsinki comporte un ensemble de dispositions qui forment la base du programme de DDR d'Aceh. Le GAM devait démobiliser l'ensemble de ses 3 000 combattants et retirer de la circulation toutes les « armes, munitions et explosifs » en possession de ses membres (GoI et GAM, 2006, paras. 4.2, 4.3). Comme expliqué dans l'encadré 8.2, 840 armes devaient être remises à la Mission de suivi d'Aceh.

Encadré 8.2 Élimination des armes à feu

Dans le cadre de l'accord d'Helsinki, le GAM s'est engagé à remettre 840 armes à la MSA en quatre étapes avant le 31 décembre 2005, soit tout juste quatre mois et demi après la signature du mémorandum. Le tableau 8.1 répertorie le nombre d'armes récoltées au cours de ce processus.

De surcroît, un assortiment de 4 849 munitions a également été restitué et détruit, ainsi que de nombreux explosifs, principalement des grenades artisanales de 40 mm (les quantités exactes ne sont pas connues).

Les armes à feu étaient de qualité fort variable. Le mémorandum n'avait en effet pas stipulé en quoi consistait une arme admissible, mais le GAM et le gouvernement indonésien se sont par la suite mis d'accord sur un ensemble de critères de base : l'arme devait présenter un bloc de culasse et un canon en acier et être en mesure de tirer des munitions. Les armes à feu, munitions et explosifs ont été remis en masse par des représentants du GAM lors de cérémonies publiques dans toute la province. Les contrôleurs de la MSA ont publiquement découpé chaque arme en trois à l'aide de coupeuses rotatives de 1,7 kW alimentées par des générateurs mobiles, après avoir vérifié chaque arme pour s'assurer qu'elles remplissaient bien les critères requis. La dernière cérémonie de découpe des armes s'est déroulée à Banda Aceh le 21 décembre 2005. Le retrait des armes de la circulation a été déclaré une réussite par le GAM, l'armée et la MSA. Nombreux sont les gens qui ont le sentiment qu'il existe d'autres armes à Aceh, et que les anciens rebelles (et d'autres individus) peuvent y accéder. La destruction des armes a toutefois contribué à établir la confiance entre les deux camps et personne, d'un côté ou de l'autre, n'a abordé publiquement la question des armes restantes. Quand des anciens combattants ont été impliqués dans la criminalité armée, les porte-parole du GAM ont affirmé qu'ils agissaient seuls, dans la mesure où le GAM avait déjà restitué ses armes.

Sources : rapports internes de la MSA ; Frodin (2008)

Tableau 8.1 Les quatre phases du retrait de la circulation des armes à feu collectées par la MSA, 2005

Phase	Date	Nombre d'armes à feu remises	Nombre d'armes à feu acceptées par la MSA*
1	15-18 septembre	279	243
2	Mi-octobre	291	233
3	Mi-novembre	286	222
4	Décembre	162	142
Total		1.018	840

*La MSA n'a accepté que les armes entièrement fonctionnelles.

Le mémorandum contient également des dispositions concernant un programme de réintégration. Une « assistance économique », dont la forme et le niveau n'étaient pas définis, devait être apportée aux anciens combattants, prisonniers amnistiés et victimes civiles. Les infrastructures endommagées par le conflit devaient également être réparées (cf. encadré 8.3).

L'idée d'inclure des dispositions pour la réintégration est venue des responsables internationaux chargés des négociations dans le cadre des pourparlers d'Helsinki (Kingsbury, 2006, p. 41). La réintégration ne constituait une priorité ni pour les négociateurs du GAM ni pour ceux du gouvernement indonésien. Le GAM a d'ailleurs exprimé dès le départ son aversion pour le terme « réintégration », car ils avaient le sentiment qu'il impliquait une séparation, de fait inexistante, entre les combattants et les membres de la communauté. Au cours des premières rencontres après Helsinki du comité sur les dispositions de sécurité (les réunions entre le GAM et le gouvernement indonésien présidées par la Mission de suivi d'Aceh), le GAM a demandé à plusieurs reprises que ce terme ne soit pas utilisé dans les débats (Barron et Burke, 2008, p. 35). Du point de vue du gouvernement, la réintégration était une question secondaire, bien moins importante que d'autres problématiques telles que la sécurité et le statut juridique d'Aceh. Si aucun des deux camps ne s'est opposé à l'inclusion des dispositions de réintégration, celles-ci n'en ont pas moins constitué un élément très secondaire de l'accord. La négociation des clauses de réintégration du mémorandum a donc été minime, voire inexistante.

Encadré 8.3 Le mémorandum d'Helsinki et la réintégration

Le mémorandum d'Helsinki fournit les bases du programme de réintégration d'Aceh dans les dispositions suivantes :

- Des mesures devaient être prises pour « venir en aide aux personnes qui ont participé aux activités du GAM, afin de faciliter leur réintégration dans la société civile ». Cela impliquait l'offre d'une « assistance économique aux anciens combattants, prisonniers politiques et civils touchés » (para. 3.2.3).
- Les propriétés publiques et privées détruites ou endommagées lors du conflit devaient être réhabilitées (para. 3.2.4).
- Des terres à cultiver, un emploi, ou, en cas d'incapacité de travail, une « sécurité sociale appropriée » devaient être offertes aux mêmes groupes de la population (para. 3.2.5).
- Un fonds de réintégration devait être créé par les autorités d'Aceh afin de financer ces programmes (para. 3.2.3).

Le programme de réintégration d'Aceh

Peu après la signature de l'accord, le gouvernement a entamé le processus visant à déterminer l'aide exacte qui serait fournie, ainsi que ses bénéficiaires. Le mémorandum avait stipulé que les programmes de réintégration devraient être financés et gérés par le gouvernement indonésien et les autorités d'Aceh. Le gouvernement de Jakarta a donc alloué une somme d'argent considérable (près de 190 millions USD) au financement des efforts de réintégration. Des donateurs ont par ailleurs cherché à soutenir le programme de réintégration et leur contribution s'est élevée à environ 160 millions USD (MSR, à paraître).

Début 2006, une nouvelle agence de réintégration a été mise sur pied, sous le contrôle des autorités locales d'Aceh, sous le nom d'Agence de réintégration d'Aceh, ou BRA. Elle avait pour mission de gérer les fonds de réintégration fournis par Jakarta et le gouvernement local et de coordonner l'assistance offerte par les donateurs internationaux. Avec le concours de Bappenas, la puissante agence nationale indonésienne de planification du développement basée à Jakarta, un programme a été mis au point pour offrir une assistance aux anciens combattants et aux personnes touchées par le conflit (cf. tableau 8.2).

Le BRA a donc eu pour mission de gérer un certain nombre de programmes :

- Des programmes ont ciblé les anciens combattants des deux parties en conflit. Les militaires qui ont quitté Aceh ont également reçu des primes, bien que celles-ci soient venues d'une allocation gouvernementale distincte du budget de réintégration (Mietzner, 2006, p. 51).
- Des programmes ont offert une aide financière à d'autres personnes touchées par le conflit. Cette aide a notamment inclus la remise de sommes d'argent à 1 059 victimes, le paiement d'un dédommagement annuel à des personnes ayant perdu des membres de leur famille et une aide offerte à des personnes souffrant d'un handicap physique. Si l'aide offerte aux victimes du conflit a d'abord été remise aux communautés touchées, qui décidaient

Tableau 8.2 Programmes de réintégration du BRA, 2005-2007¹⁵

No.	Catégorie	Nombre de bénéficiaires prévu	Forme d'aide	Somme (USD)
Assistance aux anciens acteurs du conflit				
1	Combattants du GAM	3 000	Somme d'argent	2 500/personne
2	« Non-combattants » du GAM	6 200	Somme d'argent	1 000/personne
3	Prisonniers politiques	2 035	Somme d'argent	1 000/personne
4	Milices pro-indonésiennes	5 000	Somme d'argent	1 000/personne
5	Membres du GAM qui se sont rendus avant le mémorandum (et se sont généralement joints aux milices)	3 204	Somme d'argent	500/personne
6	Assistance médicale	3 paquets ¹⁶	Aide en nature	500 000/an
Assistance aux personnes touchées par le conflit				
7	Aide aux villages (de 2006 à mi-2007)	1 724 villages	Subventions aux villages	6 000-17 000/village
8	Aide aux victimes individuelles du conflit (2e semestre 2007)	1 059 personnes	Somme d'argent	1 000/personne
9	Dédommagement pour la perte d'un membre de la famille (diyât)	33 424 personnes	Somme d'argent	300/personne et par an
10	Aide au logement	31 187 unités	Versement d'argent	3 000/maison
11	Aide à des personnes présentant un handicap physique	14 932 personnes	Somme d'argent	1 000/personne

Remarque : ce tableau utilise le taux de change 1 USD = 10 000 IDR.

Sources : Forbes Damai Aceh (2007a; 2007b) ; BRA (2008) ; communications avec des membres du BRA

librement de la meilleure allocation des fonds, l'approche a été changée après une première série de paiements : l'argent était versé directement aux individus (Aspinall, 2008 ; Barron et Burke, 2008, p. 50-51 ; ICG, 2007a).

- De l'argent a été offert pour construire des maisons pour les victimes du conflit et fournir une assistance médicale à ceux qui en avaient besoin.

Soutien des donateurs à la réintégration

Les donateurs ont financé trois types de programmes¹⁷. Les premiers impliquaient l'offre d'une assistance technique et d'un soutien consultatif au BRA et à Bappenas. Le PNUD et l'USAID (Agence des États-Unis pour le développement international) ont financé un groupe de conseillers nationaux et internationaux qui ont travaillé en étroite collaboration avec ces deux agences pour aider à façonner le programme de réintégration émergent. Les États-Unis ont mis sur pied un Forum Bersama (Forum commun) et un Centre de ressources pour la paix, tous deux destinés à créer des emplacements et des mécanismes pour permettre aux acteurs internationaux d'offrir des conseils aux organismes locaux et nationaux. D'autres agences d'aide, notamment la Banque mondiale, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et la Commission européenne, ont également travaillé en étroite collaboration avec le BRA et Bappenas, en fournissant des consultants, des conseils appropriés, et en finançant des ateliers et des déplacements à l'étranger pour assister à des conférences et des formations sur le DDR et la consolidation de la paix.

Le deuxième type incluait les programmes de réintégration de l'OIM. L'OIM a été le plus important acteur international à mettre directement en œuvre des programmes de réintégration et il a fourni près de 20 millions USD aux anciens combattants et prisonniers amnistiés. Une aide en nature a été offerte aux bénéficiaires par le biais des Centres d'information, de conseil et d'orientation (ICRS), un modèle standard utilisé par l'OIM dans d'autres lieux en situation d'après-guerre. L'OIM a par ailleurs offert des subventions en liquide aux communautés touchées (environ 6 millions USD), fourni médicaments et conseils aux victimes traumatisées (environ 2 millions USD) et proposé une formation à la police (environ 10 millions USD)¹⁸. Un large éventail de donateurs a soutenu ces programmes, notamment la Commission européenne, le Japon, l'USAID, le PNUD, la Banque mondiale, les Pays-Bas, le Canada et la Norvège. Globalement, ces projets ont été mis en œuvre parallèlement aux programmes du BRA. En dépit d'efforts pour partager les informations sur les bénéficiaires et pour répartir les dossiers à traiter, il n'existait que peu de mécanismes qui permettent de veiller à ce que les mêmes personnes ne soient pas visées par plus d'un programme (et de fait, ce cas s'est produit de nombreuses fois) (Barron et Burke, 2008).

Les donateurs ont également financé le travail d'ONG locales et internationales dans toute une série de domaines liés à la réintégration, notamment un soutien aux PDI, un renforcement des capacités locales, des programmes d'information publique et des formations à la résolution des conflits. L'ampleur de ces programmes, qui à eux tous se sont élevés à environ 70 millions USD, était réduite comparée à l'importance de l'aide fournie pour la reconstruction après le tsunami (voir ci-après). Quelque 5 millions USD ont également été alloués à un travail d'analyse des questions liées au conflit, principalement mené par la Banque mondiale.

Au niveau international, de nombreux programmes de DDR sont financés par des mécanismes de financement collectifs. À Aceh, cette approche ne s'est jamais matérialisée. Il existait un fonds multidonateurs destiné à la reconstruction après le tsunami, mais la réintégration et la reconstruction d'après-guerre ne relevaient pas de son mandat. Le gouvernement a cherché à éviter la création d'un deuxième fonds, craignant que les parties prenantes internationales ne tentent de prendre la tête du programme de réintégration, supplantant ainsi le gouvernement. En conséquence, les donateurs et les agences d'aide ont mis en œuvre leurs programmes en parallèle, avec une coordination relativement limitée et aucune stratégie commune n'a été mise au point (Barron et Burke, 2008).

Si les défis d'après-guerre d'Aceh ne sont pas uniques, ils diffèrent néanmoins de ceux auxquels le modèle de réintégration cherche à faire face.

UN MAUVAIS DIAGNOSTIC DE LA SITUATION : LES BESOINS D'ACEH EN MATIÈRE DE RÉINTÉGRATION

Le paradigme de la réintégration repose sur un certain nombre d'hypothèses à propos des défis sociaux, politiques et économiques auxquels sont confrontés les anciens combattants, qui ont, à leur tour, déterminé les objectifs des programmes de réintégration (Humphreys et Weinstein, 2007). Ceux-ci reflètent le fait que la majorité des programmes de réintégration ont été mis en œuvre en Afrique subsaharienne, où les guerres civiles ont été largement de nature « symétrique et non conventionnelle », la loyauté de la population étant déchirée entre différentes factions et l'État (Kalyvas, 2008). La guerre civile à Aceh a été d'une nature différente : il s'agissait d'un mouvement populaire en faveur d'une autonomie accrue pour Aceh plutôt que d'une lutte (relativement) équilibrée entre des groupes opposés pour le contrôle des ressources étatiques. Si les types de défis d'après-guerre à Aceh ne sont absolument pas uniques, nombre d'entre eux diffèrent néanmoins de ceux auxquels le modèle de réintégration cherche à faire face.

Réintégration sociale

Les guerres civiles opposent plusieurs groupes qui suscitent chacun la loyauté d'une partie de la population locale. Les programmes de réintégration sont conçus pour aider à combler le fossé séparant les anciens rivaux, aussi bien les combattants que leurs partisans. Des tensions peuvent également exister entre les anciens combattants et les civils si des atrocités ont été commises. Le programme de réintégration d'Aceh a cherché à offrir un soutien à un large éventail de groupes en parallèle afin d'éviter d'accroître toute tension latente, et aussi bien les donateurs que le gouvernement ont financé un certain nombre d'initiatives locales de consolidation de la paix destinées à apaiser les différends (Barron et Burke 2008).

Les relations intra- et intercommunautaires à Aceh n'ont pourtant jamais posé une menace réelle pour la paix. Les liens entre les combattants du GAM et la population civile ne se sont jamais relâchés tout au long du conflit (ICG, 2007b)¹⁹. En effet, la frontière entre les combattants (dans la jungle) et les sympathisants (dans le village) était souvent floue (Frodin, 2008). Pendant la guerre, les combattants sont souvent retournés dans leurs villages lors de permissions ou à des occasions spéciales. Même au plus fort du conflit armé, les membres du GAM retournaient dans leurs villages quelques fois par an pour rendre visite à leur famille (Barron, Clark et Daud, 2005, p. 29). Les combattants suivaient également un système de rotation, servant pendant des périodes limitées avant de céder la place à d'autres. Nombreux sont les non-combattants qui ont joué un rôle important de soutien, en abritant les combattants armés, en les nourrissant, en signalant les déplacements militaires et en récoltant des fonds pour la lutte. Dans la plupart des régions d'Aceh, la population civile exprimait un soutien marqué pour les objectifs du GAM, à défaut de toujours approuver ses méthodes (Barron, Clark et Daud, 2005, p. 28).

À Aceh, les relations intra- et intercommunautaires n'ont jamais posé une menace réelle pour la paix.

En conséquence, le retour des combattants après l'accord de paix a été bien accueilli et a même souvent été fêté : une telle situation avait déjà pu être observée dans d'autres contextes post-conflit, comme par exemple celui du Timor-Oriental (Peake, 2009). Six mois après le mémorandum d'Helsinki, une enquête réalisée auprès de 642 anciens combattants a révélé que 90 % d'entre eux n'avaient été confrontés à aucun problème lors de leur retour. Dans plus des trois quarts des villages interrogés, des cérémonies traditionnelles de *peusijuk* (bienvenue) ont été organisées pour fêter le retour des combattants (Banque mondiale, 2006a, p. 25). Même lorsqu'il existait des groupes actifs opposés au GAM, comme dans les hautes terres centrales, les démobilisés n'ont rencontré que peu de problèmes d'accueil.

Nombreux sont les combattants démobilisés qui jugeaient un tel accueil et de telles célébrations naturelles. Comme l'a expliqué un ancien combattant :

Nous ne sommes pas différents des villageois. Nous sommes leurs pères, leurs fils et leurs petits-fils ; il est impossible pour eux de ne pas accepter notre retour au village. Quel parent n'accepterait pas le retour de son fils ? Ce sont là de joyeuses retrouvailles. (Banque mondiale, 2006a, p. 23)

Dans la majeure partie des cas, le retour des combattants a d'ailleurs contribué à améliorer la cohésion sociale. Une enquête de la Banque mondiale réalisée dans chaque village d'Aceh en 2007 a révélé que deux tiers d'entre eux avaient fait état d'une amélioration au niveau de la solidarité villageoise depuis la signature du mémorandum (Banque mondiale/KDP, 2007, p. 78). Seuls 7,4 % des villageois interrogés ont déclaré qu'un manque de confiance était apparent entre « ceux qui venaient de revenir de la montagne » et certains autres membres de la communauté (p. 77).

Au fil du temps, la confiance n'a nullement diminué entre les anciens combattants et les non-combattants. Sur plus de 1 000 anciens membres du GAM interrogés à la mi-2008, seuls sept ont déclaré avoir rencontré quelques difficultés pour se faire accepter depuis leur retour dans leur village. Les tensions sont plus importantes dans certaines régions des hautes terres centrales, où la milice pro-gouvernementale était influente en raison de la présence de groupes ethniques non-acehnais tels que les Gayos et les Javanais. Mais, même dans ces régions, la confiance s'est progressivement renforcée, même si quelques cas isolés de troubles y ont été enregistrés, comme mentionné précédemment. Pour l'ensemble de la population civile des zones interrogées, 97 % des femmes et 96 % des hommes ont rapporté que la présence d'anciens combattants ne constituait pas une source de division dans leur village. Les différences de classe, et plus particulièrement, un accès inégal à l'aide étaient plus susceptibles de poser des problèmes, comme nous le verrons plus loin.

Trois ans après la signature du mémorandum, les enquêtes indiquent également des niveaux de confiance remarquablement élevés entre les anciens combattants et les membres non combattants de la communauté (cf. tableau 8.3). 95 % des hommes et 97 % des femmes ont répondu que les anciens combattants devraient être accueillis à bras ouverts dans leur village ; 94 % et 95 % ont respectivement déclaré qu'ils devraient être autorisés à devenir membres d'associations communautaires. Environ 90 % des personnes interrogées ont dit qu'elles seraient heureuses d'accueillir des anciens combattants dans leur famille par le mariage et que des anciens combattants pourraient faire partie de leurs amis proches.

Tableau 8.3 Confiance envers les anciens combattants : civils interrogés, par genre, mi-2008

Questions de l'enquête à propos des anciens combattants	Pourcentage de réponses positives	
	Hommes (n=1,794)	Femmes (n=1,237)
Devraient-ils être accueillis à bras ouverts dans ce village ?	95 %	97 %
Devraient-ils être autorisés à devenir membres d'associations communautaires ?	94 %	95 %
Pourraient-ils faire partie de vos amis proches ?	92 %	89 %
Les accueilleriez-vous dans votre famille par le mariage ?	89 %	88 %

Source : ARLS (2008)

Les solides liens sociaux qui unissent les anciens combattants et la population civile se reflètent dans le rôle que jouent les anciens combattants dans les activités communautaires. Globalement, ce rôle est aussi important que celui joué par les civils. Les anciens combattants ne sont confrontés à aucun obstacle majeur dans leur participation aux activités associatives et communautaires du village. Comme l'indique le tableau 8.4, les anciens combattants se montrent même plus actifs dans certains domaines que les civils non combattants. Ils sont ainsi proportionnellement plus nombreux à s'impliquer dans les groupes religieux, les associations culturelles et ethniques, ou encore les groupes de jeunes ou sportifs. S'ils sont moins nombreux à s'impliquer dans des groupes de développement ou des groupes financiers, ils sont toutefois plus susceptibles de s'investir dans d'autres groupes qui impliquent un large éventail de membres de la communauté, tels que les groupes de jeunes et sportifs ou les organismes religieux (pour les hommes uniquement)²⁰. Les chiffres élevés d'appartenance d'anciens combattants à des groupes politiques reflètent vraisemblablement leur appartenance au Komite Peralihan Aceh (Comité de transition d'Aceh, ou KPA), l'organisme civil mis sur pied pour représenter les intérêts de l'ancien GAM. Lors de l'enquête de 2008, la totalité des 1 086 anciens combattants interrogés ont affirmé n'avoir jamais été empêchés d'utiliser les services sociaux par d'autres villageois, que ce soit en matière d'accès aux services sanitaires ou éducatifs ou de participation à la vie associative.

Tableau 8.4 Participation aux activités communautaires : GAM contre civils, par genre, mi-2008

Groupe communautaire	Hommes		Femmes	
	Anciens combattants (n=1.024)	Civils (n=1.794)	Anciennes combattantes (n=29)	Civiles (n=1.237)
Groupe d'agriculteurs ou de commerçants, ou association professionnelle	37 %	44 %	31 %	23 %
Groupe de crédit/financement	15 %	22 %	0 %	18 %
Groupe d'entraide/développement communautaire	6 %	37 %	0 %	26 %
Groupe religieux	80 %	77 %	54 %	74 %
Association culturelle/ethnique	41 %	28 %	0 %	9 %
Groupe politique	74 %	14 %	100 %	2 %
Groupe de jeunes ou sportif	70 %	44 %	27 %	6 %
Groupe de femmes	3 %	4 %	38 %	51 %

Source : ARLS (2008)

Ces conclusions diffèrent de celles d'autres contextes d'après-guerre. À titre d'exemple, une étude récente au Liberia a trouvé des signes de friction entre les anciens combattants et leur communauté : 35 % des anciens combattants interrogés avaient le sentiment de ne pas être considérés de façon positive par leur communauté. Ces résultats sont également susceptibles d'être représentatifs de la situation des anciens combattants dans des pays voisins, comme la Sierra Leone et la Côte d'Ivoire (Hill, Taylor et Temin, 2008)²¹.

Reste encore à savoir si une telle acceptation ne se démentira pas sur le plus long terme. Jusqu'à présent, néanmoins, les constats semblent indiquer que l'accent mis par le modèle de réintégration, et par certains programmes d'Aceh, sur la consolidation de la paix au sein des communautés et entre elles ne présente qu'une pertinence relativement limitée à Aceh.

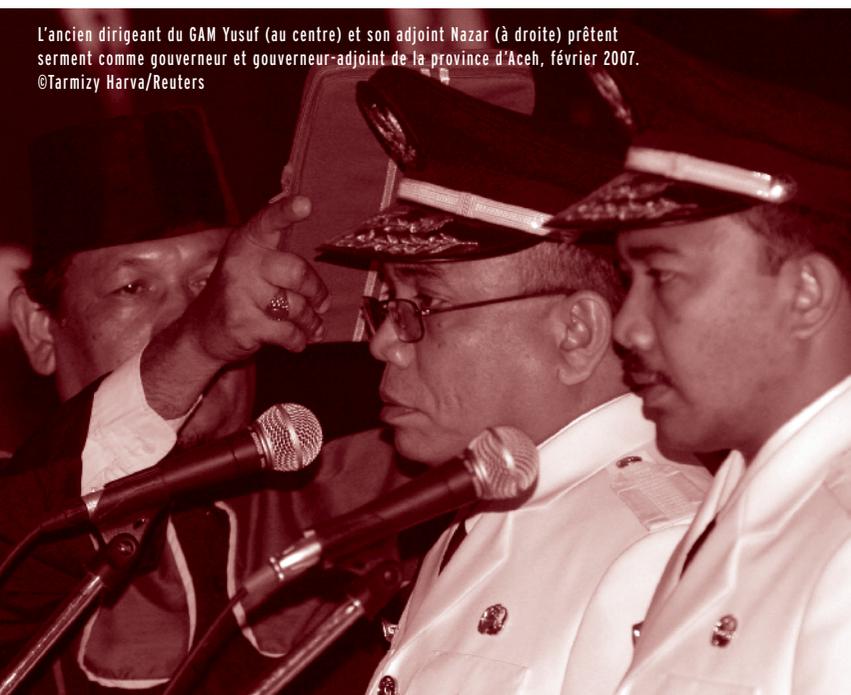
Réintégration politique

Une transition d'après-guerre réussie implique par nature de cesser d'utiliser des méthodes violentes pour se tourner vers une rivalité arbitrée par des processus politiques (Paris, 2004). En fin de compte, les anciens combattants doivent accepter la légitimité des institutions étatiques. Il peut s'agir là d'une situation difficile dans bien des contextes post-conflit, particulièrement lorsque la guerre s'est terminée, comme à Aceh, par une solution négociée plutôt que par une victoire complète des rebelles. On aurait pu s'attendre à ce que les commandants et représentants de haut rang du GAM soient frustrés de leur manque d'influence immédiate sur la prise de décisions politiques. Pour les combattants de grade inférieur, il peut également s'avérer difficile d'accepter de voir le pouvoir arbitré par des processus politiques formels.

Les enquêtes indiquent pourtant des niveaux élevés de participation politique des anciens combattants d'Aceh, qui ont davantage voté que les civils lors des élections provinciales de fin 2006 (cf. tableau 8.5). Mi-2008, combattants et civils étaient, proportionnellement, presque aussi nombreux à annoncer leur volonté de voter lors des élections pour le prochain gouverneur d'Aceh. Seul un tiers des anciens combattants a voté lors des dernières élections présidentielles, contre plus de 80 % des civils. Pourtant, à la mi-2008, la quasi-totalité des anciens combattants déclarait vouloir voter lors des élections présidentielles de 2009.

Ces résultats reflètent une large acceptation des processus et institutions politiques par les anciens combattants.

La participation politique n'est pas simplement motivée par des considérations tactiques ou stratégiques, mais bien par la volonté de tirer parti des nouveaux débouchés offerts par l'accord de paix. Pour les anciens membres du GAM, le mémorandum d'Helsinki a offert un accès rapide à des positions de pouvoir dans la province. Les élections des dirigeants de la province et du district de décembre 2006 ont montré la victoire écrasante de l'ancien groupe rebelle. Irwandi Yusuf, ancien représentant du GAM auprès de la Mission de suivi d'Aceh, et son partenaire dans la course, Nazar, ancien dirigeant du mouvement pro-indépendantiste SIRA pour un référendum, ont vaincu les candidats de l'establishment au premier tour des élections de gouverneur. Le GAM l'a emporté dans près de la moitié des districts d'Aceh. Ailleurs, les candidats ont cherché à conclure des accords avec les commandants du GAM pour garantir la victoire (Clark et Palmer, 2008). Il n'est guère surprenant que



L'ancien dirigeant du GAM Yusuf (au centre) et son adjoint Nazar (à droite) prêtent serment comme gouverneur et gouverneur-adjoint de la province d'Aceh, février 2007.
©Tarmizy Harva/Reuters

Tableau 8.5 Activités politiques : GAM contre civils, par genre, mi-2008

Question de l'enquête	Hommes		Femmes	
	Anciens combattants (n=1.024)	Civils (n=1.794)	Anciennes combattantes (n=29)	Civiles (n=1.237)
Avez-vous voté lors des dernières élections pour le gouverneur d'Aceh ?	92%	88%	90%	88%
Prévoyez-vous de voter lors des prochaines élections pour le gouverneur d'Aceh ? (<i>presque certainement ou très probablement</i>)	98%	97%	100%	97%
Avez-vous voté lors des dernières élections pour le président indonésien ?	39%	89%	45%	86%
Prévoyez-vous de voter lors des prochaines élections présidentielles ? (<i>presque certainement ou très probablement</i>)	91%	97%	100%	98%

Source : ARLS (2008)

les anciens combattants aient été plus enclins que la population générale à soutenir l'équipe gagnante des élections²². Les communautés ont également révélé être prêtes à voir des anciens combattants assumer des positions d'autorité au niveau local : au niveau de la population civile, 83 % des hommes et 87 % des femmes ont déclaré qu'ils seraient heureux de voir des anciens combattants adopter un rôle d'autorité officiel dans leurs villages (ARLS, 2008)²³.

Cela ne signifie pas pour autant que tous les anciens combattants comprennent bien les mécanismes et les normes démocratiques. Par exemple, au début de la campagne pour les élections législatives de 2009, le parti politique du GAM, le Partai Aceh, a adopté à plusieurs reprises des tactiques de voyous pour intimider l'électorat et le pousser à voter pour eux (Banque mondiale, 2008g). Plutôt que de refléter une aversion pour la démocratie au sein de l'ancien groupe rebelle, ce type de conduite s'inscrit davantage dans les plus vastes défis qu'implique le renforcement de la démocratie dans un État en transition. La démocratie est en effet encore relativement récente à Aceh et en Indonésie, et les candidats de tous les partis ont tendance à tenter l'usage de la force pour obtenir des voix (Barron, Nathan et Welsh, 2005). La résolution de tels problèmes nécessite le renforcement des institutions électorales et une éducation politique plus poussée des candidats et des électeurs, des activités qui ne sont normalement pas associées aux programmes de réintégration.

Un ancien membre du GAM vote dans un bureau de vote du district de Pidie le 11 décembre 2006. © Reuters



Réintégration économique

Une hypothèse de base du modèle de réintégration est que les anciens combattants sont susceptibles d'être confrontés à des obstacles significatifs au niveau de leur retour à l'emploi ou de leur recherche d'un moyen de subsistance. L'offre d'une aide destinée à leur permettre de trouver un emploi, de démarrer leur propre entreprise ou de travailler la terre de façon productive est considérée comme nécessaire pour les aider à effectuer la transition vers la vie civile. Une fois qu'ils disposent d'un emploi, ils sont moins susceptibles de participer à la violence.

L'évaluation des besoins de réintégration du GAM, réalisée au cours de la première année après la signature du mémorandum d'Helsinki, a indiqué que le chômage constituait un problème majeur pour les anciens combattants. 75 % des 642 anciens combattants interrogés ont déclaré ne pas disposer d'un travail régulier (Banque mondiale, 2006a, p. 16).

Deux ans plus tard, la situation est toutefois fort différente. Le tableau 8.6 indique que très peu d'anciens combattants sont au chômage ou sous-employés. Au contraire, les anciens combattants sont désormais *plus* susceptibles de disposer d'un emploi à temps plein que les civils. L'accès à un soutien à la réintégration ne semble pas jouer de rôle clé dans l'obtention d'un emploi. Les anciens combattants qui ont bénéficié d'une aide du BRA ou de l'OIM sont tout aussi susceptibles d'être au chômage que ceux qui n'ont bénéficié d'aucun soutien²⁴.

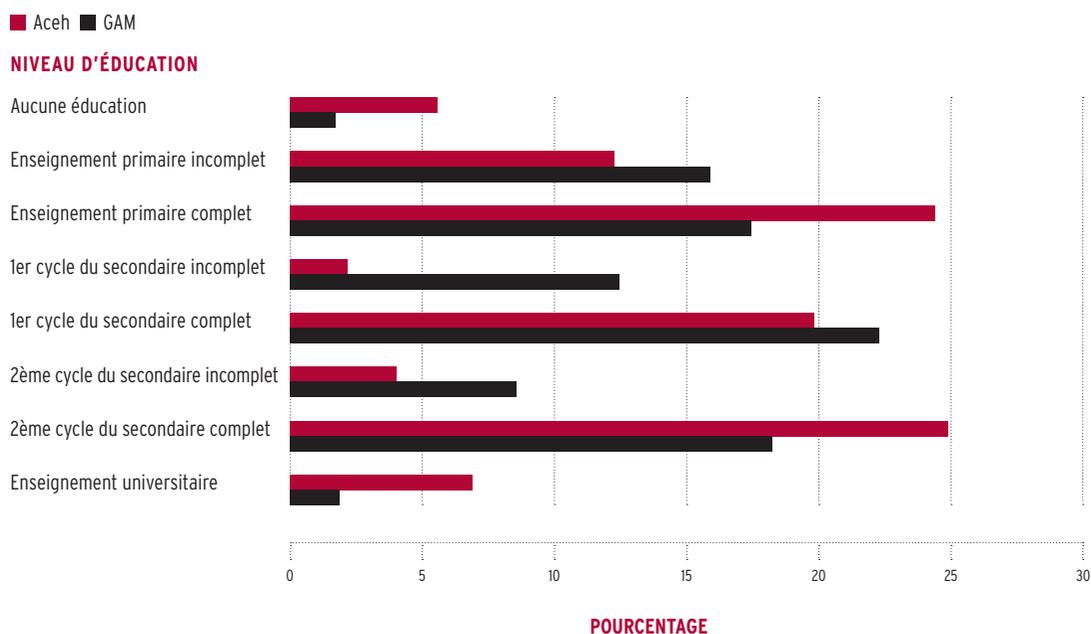
L'évaluation de la pauvreté à Aceh montre dans quelle mesure la fin du conflit armé a créé un important dividende de la paix (Banque mondiale, 2008e). Des améliorations de la sécurité – issues notamment du désarmement du GAM et du retrait des troupes indonésiennes, mais largement indépendantes des efforts de réintégration – ont entraîné une mobilité accrue de la main-d'œuvre, ainsi qu'une réduction des coûts de transaction et des risques à l'investissement. Il en a résulté une nette diminution des niveaux de pauvreté dans les zones qui avaient été fortement touchées par le conflit armé. Si, en 2005, les habitants des zones fort touchées par les conflits étaient de 43 % plus susceptibles de vivre sous le seuil de pauvreté, en 2006, ils étaient de 4 % moins susceptibles d'être dans ce cas que le citoyen lambda d'Aceh (Banque mondiale, 2008e, p. 15). L'effort massif de reconstruction après le tsunami a également eu un impact, quoique moindre, dans les zones touchées par le conflit, qui ont reçu une aide nettement moins importante. L'agriculture, un secteur qui emploie près de la moitié des Acehnais, a enregistré une croissance de 4,5 % au premier semestre de 2008 (Banque mondiale, 2008f).

Cette croissance du secteur agricole a généré des opportunités d'emploi pour de nombreux anciens combattants. L'évaluation des besoins de réintégration du GAM a révélé qu'avant de rejoindre le mouvement, 94,6 % des anciens combattants et prisonniers avaient un emploi, la plupart d'entre eux comme agriculteurs ou petits commerçants (Banque mondiale, 2006a, p. 16). Ces chiffres sont similaires à ceux du reste de la population d'Aceh. La pénurie de terres et l'accès aux terres agricoles ne constituent pas un problème à Aceh – une des raisons pour lesquelles il n'y a eu que peu de plaintes d'anciens combattants affirmant que les terres qui leur avaient été promises par le mémorandum ne leur avaient pas encore été octroyées (cf. encadré 8.3).

Tableau 8.6 Situation professionnelle : GAM contre civils, mi-2008

Quelle option décrit le mieux votre situation professionnelle ?	Hommes		Femmes	
	Anciens combattants (n=1 024)	Civils (n=1 794)	Anciennes combattantes (n=29)	Civiles (n=1 237)
Emploi à temps plein	85%	78%	45%	29%
Emploi régulier à temps partiel ou travail sous contrat	6%	6%	7%	5%
Emploi occasionnel à temps partiel ou travail sous contrat	6%	4%	14%	6%
Sans emploi	1%	3%	0%	1%
Étudiant(e)	0%	5%	0%	4%

Figure 8.2 Niveaux d'éducation : GAM contre civils



Source : Banque mondiale (2006a)

Si tant est qu'il en existe, les obstacles empêchant les anciens combattants et autres de travailler la terre sont peu nombreux. Les taux d'emploi plus bas des plus jeunes combattants pourraient résulter des responsabilités familiales moindres incombant aux membres de ce groupe. Ils peuvent ainsi choisir de ne pas travailler ou de trouver des emplois à temps partiels avec des revenus moins fréquents, en appelant au soutien de leurs parents ou d'autres membres de leur famille²⁵.

Les membres du GAM sont également compétitifs pour d'autres emplois. L'évaluation des besoins du GAM réalisée en 2006 a clairement montré à quel point les anciens combattants sont similaires à la population civile en matière de niveaux d'éducation (Banque mondiale, 2006a). Par rapport au reste de la population, les membres du GAM sont plus susceptibles d'avoir acquis une certaine éducation, bien qu'ils présentent moins de probabilités de bénéficier d'un niveau élevé d'éducation (cf. figure 8.2).

Dans l'Aceh d'après-guerre, les anciens combattants instruits, qui vivent le plus souvent dans les zones urbaines et occupent une position de commandement, disposent d'un avantage supplémentaire lorsqu'ils cherchent un emploi. Edward Aspinall montre que les récents développements politiques ont amélioré les opportunités économiques de certains anciens combattants (Aspinall, 2009). Il estime, par exemple, que 500 anciens combattants ont obtenu un emploi auprès de l'agence BRR chargée de la reconstruction après le tsunami. De hautes personnalités du GAM, telles que Teuku Kamaruzzaman, ont été nommées à des postes de haut niveau, qui leur ont permis d'influer à leur tour sur d'autres nominations. D'autres se sont vu octroyer des postes de gardes de sécurité ou de membres des équipes de suivi.

De nouveaux débouchés encore plus importants ont été dégagés au niveau de la construction et d'autres importants secteurs de l'économie d'Aceh. Aspinall explique en effet que les anciens combattants sont devenus des acteurs clés dans l'industrie de la construction, en plein essor en raison de la reconstruction après le tsunami. Aux plus hauts niveaux, cela constitue une source de revenus, dont une partie est redistribuée via la hiérarchie du GAM/KPA. À titre d'exemple, Muzakkar Manaf, ancien dirigeant du GAM, gère désormais une importante entreprise contractante, PT Pulau Gading. À Aceh Barat Daya, le *bupati* (chef de district) aurait alloué des contrats d'une valeur de 12 milliards de roupies indonésiennes (1,3 million USD) à des sociétés détenues par des membres du KPA, qui ont tous fait

partie du GAM (Banque mondiale/DSF, 2007). George Aditijondro cite des contrats que la société de Muzakkir a remportés, notamment un projet de 2,4 milliards de roupies (plus de 200 000 USD) pour la construction d'un pont dans la ville de Lhokseumawe (Aditijondro, 2008). À des niveaux inférieurs, les contrats de construction offrent des opportunités de travail manuel pour les anciens combattants moins instruits. Des statistiques du GAM estiment que 25 à 30 % des 3 000 anciens combattants d'Aceh Besar étaient employés d'une façon ou d'une autre dans des projets de construction (Aspinall, 2009)²⁶.

Stabilisation de la sécurité à Aceh

Bon nombre des problèmes sociaux, politiques et économiques qui sont normalement pris en charge par les programmes de réintégration n'étaient pas présents dans l'Aceh d'après-guerre. Globalement, il n'existait pas de réel fossé séparant les anciens combattants et les communautés dans lesquelles ils sont retournés. Des liens solides existaient entre les combattants et les civils à l'époque du conflit et ils n'ont pas disparu une fois la guerre terminée. Les anciens combattants participent aux processus politiques qui offrent des moyens d'arbitrer les différends, maintenant que la guerre a pris fin. Les élections locales de 2006-2007 ont permis à de nombreuses anciennes personnalités du GAM d'accéder au pouvoir ; les positions et les intérêts de l'ancien mouvement rebelle bénéficient donc d'une forte représentation dans les organes décisionnels de la province et des districts (Clark et Palmer, 2008). Les anciens combattants, dans leur grande majorité, ne rencontrent aucun obstacle pour trouver des activités génératrices de revenus et sont d'ailleurs moins susceptibles d'être au chômage que le reste de la population.

Les anciens combattants sont moins susceptibles d'être au chômage que le reste de la population.

Cela ne veut pas dire pour autant que la transition d'Aceh de la guerre à la paix ne présente pas d'importantes dimensions sociales, économiques et politiques. Il est essentiel d'aider les personnes touchées par la guerre – aussi bien les combattants que les autres – à surmonter l'expérience de la violence (IOM *et al.*, 2007). Si d'anciens membres du GAM ont accès au pouvoir politique, cela ne signifie pas pour autant qu'ils sont pleinement au fait du fonctionnement des normes du processus décisionnel démocratique. Parmi les quelques anciens combattants qui n'ont qu'un emploi à temps partiel, certains peuvent se trouver impliqués dans des actes criminels violents. Une augmentation des chamailleries internes au GAM portant sur une concurrence liée à des ressources économiques telles que des contrats de construction mène également à la violence²⁷.

Il sera crucial de faire face à ces problématiques si la paix doit être consolidée. Mais globalement, il ne s'agit pas là des types de problèmes sur lesquels des programmes de réintégration pourraient, en principe, avoir un impact important.

LES PROBLÈMES DE L'APPROCHE INDIVIDUELLE

Les programmes qui se focalisaient sur les anciens combattants à Aceh présentaient deux caractéristiques principales. D'une part, l'aide a largement ciblé des individus, par le biais de programmes de réintégration spécialement mis sur pied et destinés à tous les membres de l'ancien groupe rebelle, aussi bien dans le cas des programmes du BRA que dans ceux des donateurs. D'autre part, dans le cas des programmes du BRA, la modalité prédominante a été l'offre de sommes d'argent destinées principalement à dédommager les anciens combattants plutôt qu'à améliorer leur bien-être (voir ci-après). Les caractéristiques particulières d'Aceh signifient que ces approches n'ont eu qu'un impact minimal sur l'amélioration des perspectives offertes aux anciens combattants ou sur leur satisfaction générale, ce qui a contribué à nourrir le désenchantement et a par moment suscité de légères tensions sur le terrain.

Quels anciens combattants soutenir ?

Dès le début, une réelle difficulté pour les programmeurs de la réintégration à Aceh a été de déterminer à qui une aide devait être offerte. Les programmes de réintégration ont tendance à partir du principe qu'il est possible d'identifier un cadre d'anciens combattants à cibler pour l'aide à la réinsertion et à la réintégration. Les anciens combattants sont normalement enregistrés lorsqu'ils remettent leurs armes. Une évaluation des besoins de chaque individu est

alors effectuée et des cartes d'identité sont fournies, permettant à leurs titulaires de bénéficier de l'aide à la réintégration (Colletta, Kostner et Wiederhofer, 2003). Lorsqu'elles sont bien mises en œuvre, de telles méthodes permettent l'identification claire des personnes auxquelles une aide peut être offerte et qui peuvent faire l'objet d'un contrôle au fil du temps (UNDDR, 2006, module 4.10). À Aceh, les tentatives de suivi d'une telle approche se sont avérées inefficaces. Cette situation n'était pas imputable à une mauvaise conception de programme – une expertise internationale était disponible pour soutenir l'enregistrement des combattants –, mais bien due au fait que ces méthodes étaient inapplicables en raison du contexte politique local et de la nature du mouvement du GAM. Des combattants individuels ont continué de bénéficier d'un soutien à la réintégration. En raison d'un manque de clarté des critères de sélection et des mécanismes de vérification, toutefois, une grande partie de l'aide n'a pas atteint les bénéficiaires visés et d'autres personnes qui en avaient pourtant besoin.

La distinction entre les combattants et les sympathisants du GAM est assez subtile à Aceh. L'adhésion au GAM était terriblement floue. Le mouvement bénéficiait en effet du soutien général de la majeure partie de la population à Aceh, ce qui a posé un immense défi en matière de ciblage. Le mémorandum a appelé à la démobilisation de 3 000 membres du GAM qui devaient bénéficier d'une aide et a déterminé le nombre de programmes d'allocations pour anciens combattants à financer. Pourtant, comme dans de nombreuses autres situations post-conflit, bien d'autres personnes ont eu le sentiment d'avoir également droit à une aide, ce qui a incroyablement compliqué l'identification de ceux qui y avaient réellement droit.

L'étendue du problème est apparue dès le début. À la demande du gouvernement indonésien, l'OIM avait géré un programme extrêmement efficace de réinsertion de prisonniers amnistiés. Ceux-ci avaient bénéficié d'une aide en liquide, de visites médicales et du transport jusque chez eux. Ce programme a adopté l'approche utilisée ailleurs par l'OIM et a été largement considéré comme une réussite (Banque mondiale, 2006a). Des tentatives d'étendre le programme aux anciens combattants qui n'avaient pas été emprisonnés ont toutefois rencontré des difficultés. Conformément aux normes et pratiques internationales, l'OIM avait prévu d'offrir une aide à la réinsertion et d'inscrire les anciens combattants dans les programmes de réintégration lorsqu'ils rendraient leurs armes. Si les armes ont bien été remises dans les temps, les anciens combattants ne sont pas pour autant sortis de l'ombre et il n'y a donc eu personne à enregistrer (Barron et Burke, 2008, p. 37).

Sans disposer de bénéficiaires clairs à cibler, l'OIM a cherché à obtenir une liste des 3 000 combattants auprès des dirigeants du GAM, qui ont toutefois refusé de fournir cette liste, notamment en raison de préoccupations de sécurité. Un problème plus sérieux a été le fait que le nombre d'anciens combattants était nettement supérieur aux 3 000 mentionnés dans le mémorandum²⁸. Les dirigeants du GAM, désireux de maintenir leur contrôle et leur influence sur leurs membres, ont refusé de décider qui recevrait les allocations et qui n'en bénéficierait pas (ICG, 2005b ; Barron et Burke, 2008, p. 38). Sans liste, les programmeurs de l'OIM ont essayé de gagner du temps. Politiquement, il était difficile de reconnaître qu'il y avait plus de 3 000 anciens combattants, dans la mesure où ce chiffre avait été clairement spécifié dans le mémorandum, ou qu'il pourrait être plus efficace de répartir plus largement les allocations de réintégration des anciens combattants²⁹. Peu d'efforts ont toutefois été fournis par l'OIM, ou d'ailleurs toute autre agence d'aide, pour plaider en faveur d'un champ d'application plus étendu.

Des tentatives ultérieures de modification du nombre de dossiers d'anciens combattants n'ont pas porté leurs fruits. Le GAM a fini par fournir une liste comportant 3 000 noms mais il était clair que celle-ci ne représentait pas l'ensemble de ses membres. Des négociations entre le gouvernement et le GAM ont entraîné l'inclusion de 6 200 non-combattants supplémentaires dans le programme de réintégration (Aspinall, 2008, p. 23). Ceux dont le nom avait été repris dans la (ou les) liste(s) étaient ceux qui étaient le plus susceptibles d'avoir des connexions auprès des dirigeants de haut niveau du mouvement.

Pour contourner le problème des chiffres, le gouvernement a tenté plusieurs approches. Des sommes d'argent ont d'abord été remises aux anciens commandants du GAM qui ont ensuite redistribué ces ressources auprès des anciens combattants ainsi que de certains partisans. Trois tournées d'aide d'un million de roupies indonésiennes (environ 100 USD) par tête ont été fournies par le gouvernement local à 3 000 combattants fin 2005 et début 2006. Un suivi ultérieur a révélé que les fonds avaient été largement répartis, et que des partisans du GAM et certains civils avaient reçu des sommes d'argent. 40 % des anciens combattants ont reçu moins de 200 000 IDR sur les trois tournées, certains n'en recevant que 30 000, soit à peine plus de 3 USD (Banque mondiale, 2006a).

Le nombre d'anciens combattants était nettement supérieur aux 3 000 mentionnés dans le mémorandum.

Nombreux sont ceux qui n'ont pas reçu d'argent, alors qu'ils estimaient y avoir droit. Début 2006, un nouveau programme a fait appel aux dirigeants du GAM pour mettre sur pied des microprojets impliquant leurs anciens cadres. Des noms ont été donnés. Néanmoins, les fonds ont encore une fois été transférés aux dirigeants du GAM, et dans la majorité des cas, ont été répartis largement entre les combattants et parfois d'autres partisans du GAM (Zurstrassen, 2006).

L'OIM a continué d'offrir des aides à la réintégration aux anciens combattants, bien qu'elle ne se soit pas préoccupée de savoir si les destinataires faisaient partie de la liste officielle de 3 000 noms. Certains programmes ont ciblé les combattantes et les jeunes vulnérables. Il en a résulté un chevauchement entre les programmes du gouvernement et de l'OIM, différents niveaux d'assistance, et une qualité variable de l'aide. Certains anciens combattants ont carrément été oubliés³⁰.

L'offre d'une aide ciblée à des individus suppose l'identification d'un nombre de dossiers bien précis. À Aceh, comme dans de nombreuses autres situations post-conflit (Jensen et Stepputat, 2001), la mise au point d'une liste claire de combattants ne s'est avérée ni politiquement possible (étant donné les réticences des dirigeants du GAM à révéler les noms d'anciens combattants), ni techniquement faisable (avec la séparation floue entre les combattants et les civils). Il en a découlé de sérieuses limites quant aux résultats qui pourraient être atteints avec un ciblage individuel. L'aide a été largement répartie au sein du GAM afin de minimiser les jalousies mais, en conséquence, les niveaux de soutien ont été si réduits que leur impact s'en est trouvé limité. Qui plus est, le faible apport d'aide n'a fait qu'accroître le mécontentement auprès de nombreux anciens combattants qui s'étaient attendus à davantage de soutien (ICG, 2005b, p. 5-6).

Le programme de réintégration, bien que largement inefficace, n'était a priori pas nuisible.

Des impacts limités sur le bien-être

Il existe un débat dans les études sur le DDR pour déterminer si l'offre d'argent liquide est plus efficace qu'une aide en nature pour la réintégration des anciens combattants (Knight et Özerdem, 2004 ; Willibald, 2006). La décision d'offrir des sommes d'argent à Aceh n'a reposé sur aucune évaluation affirmant que ce type d'assistance aurait davantage d'impact qu'une aide en nature. L'aide du BRA aux anciens combattants a plutôt été principalement considérée – aussi bien par le GAM que par le BRA – comme une sorte de dédommagement³¹. Comme le fait remarquer Bill Rolston, l'offre d'un dédommagement peut être nécessaire après la fin de la guerre afin d'éviter toute désaffection politique potentiellement déstabilisante (Rolston, 2007, p. 262-63). Il existe de solides arguments pour indiquer que l'offre d'un dédommagement constitue un élément tout aussi essentiel de la justice de transition que les poursuites à l'encontre de ceux qui se sont rendus coupables de violations des droits de l'homme (Aspinall, 2008). Cette approche a pourtant toujours été peu susceptible d'exercer une réelle influence sur les principaux facteurs du conflit à Aceh.

En général, les sommes d'argent remises par le BRA ont été versées en une fois, sans aucune exigence quant à l'usage qui pourrait en être fait et sans assistance technique offerte pour aider les bénéficiaires à en faire une utilisation efficace (Zurstrassen, 2006). Cet argent a essentiellement constitué une tentative d'achat des troubles potentiels. Découlant de la logique du modèle de réintégration, le principal objectif de l'assistance consistait au début à garantir la sécurité. Aux yeux des partisans du programme, cela justifiait le manque de transparence et le ciblage inégal de l'aide à la réintégration. L'accent mis sur le seul acheminement de sommes d'argent vers les anciens combattants, sans préoccupation pour l'utilisation efficace de ces fonds, s'est pourtant avéré contre-productif. Ces fonds ont été largement dilués (entraînant ce faisant une réduction du financement par personne) et une large proportion de l'aide a été utilisée pour une consommation non productive avec peu d'impacts sur le plus long terme (Zurstrassen, 2006). Les anciens combattants ont eux aussi demandé pourquoi ils ne recevaient que de l'*uang rokok* (de l'argent pour des cigarettes) alors qu'ils méritaient davantage et que le mémorandum affirmait que l'aide devrait leur conférer une autonomie économique (Banque mondiale, 2006a, p. 31).

Le programme qui en a résulté a été en grande partie inefficace mais non préjudiciable, du moins au début. Les fonds n'ont généralement pas amélioré la capacité des anciens combattants à accéder au marché de l'emploi, mais ils ont apaisé les pressions politiques auxquelles était confronté le gouvernement pour la mise en œuvre des dispositions du mémorandum sur la réintégration. Au fil du temps, il semble toutefois que l'approche ait eu certaines conséquences négatives. L'une d'elles a été la création de nouvelles demandes d'assistance de la part d'anciens

combattants et un désenchantement croissant lorsque celles-ci sont restées sans réponse. Les anciens combattants comme les non-combattants en sont par ailleurs venus à nourrir des soupçons croissants quant au fait que Jakarta et les autorités acehnaises ne se souciaient guère de leurs besoins et revenaient sur les promesses de l'accord de paix.

La dimension manquante : le renforcement de la légitimité de l'État

Le scepticisme à propos des motivations du gouvernement, et particulièrement du BRA, a pris de l'ampleur chez les anciens combattants et les civils d'Aceh. Un accès inégal aux allocations, un manque de transparence au niveau des mécanismes de fourniture, et des perceptions de corruption ont terni l'image du gouvernement local³². Tarmizi, directeur d'une ONG locale, fait remarquer le potentiel de conflit :

Seule l'élite du GAM bénéficie du programme de réintégration, ce qui aura un impact important sur le conflit horizontal au niveau des villages... Je pense qu'ils doivent modifier les programmes de façon à susciter le développement régional dans les zones touchées par le conflit et à favoriser l'infrastructure et l'activité économique à petite échelle, mais pour l'instant, ils n'accordent la priorité qu'à quelques [personnes].
(Aguswandi et Large, 2008, p. 51)

Le mécontentement quant à la façon dont est fournie l'aide à la réintégration n'a rien d'inhabituel dans les environnements d'après-guerre. À Aceh, toutefois, cette approche risquait d'accentuer bon nombre de causes sous-jacentes du conflit. Un manque de légitimité de l'État a été l'un des facteurs à l'origine du conflit et pourrait constituer le fondement de futurs troubles (Barron et Clark, 2006). Cet élément était lié à la fois au gouvernement de Jakarta et aux autorités acehnaises, ces dernières étant souvent considérées comme des pions de Jakarta (McGibbon, 2006). Historiquement, le conflit à Aceh est né du fait que le peuple acehnais percevait, de la part des élites, un manque de réponse à ses besoins (Aspinall, à paraître). Anthony Reid affirme que le déclenchement de cycles de violence se produit lorsqu'un tel mécontentement atteint le point de non-retour (Reid, 2006 ; 2009). Les activités et programmes du BRA ont été étroitement surveillés par la population d'Aceh, aussi bien les anciens combattants que les non-combattants, en partie parce que le fonctionnement de l'agence servait d'indicateur de la mesure dans laquelle le gouvernement local pourrait subvenir aux besoins du peuple acehnais à l'ère de l'autonomie. Avec l'échec du BRA, des murmures de mécontentement quant aux résultats que pourrait obtenir le gouvernement local après la guerre ont pris de l'ampleur, au point qu'un analyste local a prédit que cette agence pourrait entraîner la chute du gouverneur Irwandi (Hariyanto, 2008).

À l'évidence, un BRA présentant un bon fonctionnement et un programme de réintégration efficace ne suffirait pas à rebâtir la légitimité de l'État, qui avait été amoindrie à l'époque du conflit. Telle qu'elle a été mise en œuvre, l'aide à la réintégration risque néanmoins de contribuer à ce même processus qui avait été à l'origine du déclenchement de la violence armée à Aceh. Les approches internationales ont tendance à accorder la priorité au versement de fonds aux groupes problématiques éventuels plutôt qu'aux préoccupations de transparence. Dans le cas d'Aceh, cela a toutefois posé problème, dans la mesure où, en matière de conflit, le principal clivage avait toujours été entre la société et l'État. Les fonds de réintégration auraient pu être utilisés pour renforcer la légitimité de l'État, bien qu'il s'agisse là d'une perspective à long terme. Le fait que ces fonds n'aient pas été utilisés de cette façon ne constitue pas seulement une occasion manquée, mais contribue également à ébranler la paix sur le plus long terme³³.

Cette approche de la réintégration risquait d'accentuer les causes sous-jacentes du conflit.

UNE APPROCHE « MAXIMALISTE » DE LA RÉINTÉGRATION

Les conceptions maximalistes de la réintégration soulignent la nécessité de lier l'aide initiale focalisée sur les combattants à un plus large éventail d'activités destinées à soutenir la transition de la guerre vers la paix. Les premiers programmes de DDR avaient tendance à mettre principalement l'accent sur un ensemble réduit d'objectifs tournés vers l'établissement de la sécurité. Au fil du temps, les objectifs se sont étendus pour créer des liens avec d'autres efforts de promotion du développement et des formes plus générales de promotion de la sécurité (Jennings, 2008 ; Muggah, 2006 ; SÉCURITÉ POST-CONFLIT).

Les objectifs des programmes de DDR du monde entier incluent désormais également des dispositions à propos des personnes à charge des anciens combattants, du renforcement des institutions étatiques, de la promotion des droits de propriété, et abordent la question des distorsions au niveau des dépenses de l'État (Muggah, 2009). Cette extension du champ d'action résulte d'enseignements tirés de situations antérieures, qui précisent que les activités de promotion de la sécurité peuvent n'avoir qu'un impact limité si elles ne s'accompagnent pas de stratégies plus larges visant à aborder les causes du conflit à court, moyen et long terme. Dans la plupart des pays en situation d'après-guerre, le financement de la réintégration des anciens combattants ne constitue qu'un seul élément d'approches plus larges cherchant par ailleurs à rétablir l'économie des zones ravagées par le conflit (Colletta, Kostner et Wiederhofer, 2003). Un certain nombre de praticiens expérimentés ont plaidé en faveur d'une intégration relativement rapide des activités de réintégration de conception traditionnelle aux efforts de base en matière de développement (Ball, 1997).

À Aceh, le besoin d'une telle approche plus générale se faisait clairement sentir en raison de la nature et de l'étendue des défis d'après-guerre, dont le plus important était de veiller à la croissance de l'économie, pour permettre à celle-ci de créer des emplois durables et bien rémunérés (Banque mondiale, 2008e). Les anciens combattants sont peut-être plus susceptibles d'être employés que les autres, mais ces emplois sont souvent de qualité médiocre et nombreux sont les anciens combattants qui vivent toujours à la limite ou en dessous du seuil de pauvreté³⁴. Les taux de croissance d'Aceh enregistrés au premier semestre de 2008 représentaient moins de la moitié de ceux enregistrés dans l'ensemble de l'Indonésie, l'économie d'Aceh présentant en réalité une contraction de 5,8 % au cours de cette période (Banque mondiale, 2008f). Comme le fait remarquer Rolston, il n'est pas logique de simplement « réintégrer les anciens combattants dans la pauvreté » (Rolston, 2007, p. 265) ; une telle action peut entraîner un nouveau conflit ou une augmentation de la criminalité violente (Babiker et Özerdem, 2003 ; Baare, 2001). L'amélioration du sort des Acehnais (y compris les anciens combattants) exige d'apporter des changements structurels à l'économie, qui contribueront à leur tour à créer des emplois et à favoriser le retour au travail.

Comme la plupart des zones touchées par la guerre, Aceh présente également d'importants besoins de reconstruction. Des dizaines de milliers de maisons ont été endommagées ou détruites par le conflit. Entre 1989 et 1998, lorsqu'Aceh a été déclarée « zone d'opérations militaires » dans une tentative de dénicher les rebelles, 527 écoles ont été brûlées et 880 autres ont été fermées en raison de dégâts subis au second semestre de 2003, lorsque la loi martiale a été rétablie à la suite de l'effondrement de l'accord de cessation des hostilités (Barron, 2008). 22 % des centres médicaux villageois et 11 à 20 % des infrastructures de transport ont été directement endommagés par le conflit ; 28 % des rizières et 45 % des autres cultures ont été endommagées ou détruites. Un manque de maintenance, étroitement lié à l'existence du conflit, a entraîné encore davantage de dégâts (MSR, à paraître). Une estimation préliminaire porte les coûts de la reconstruction d'après-guerre et de récupération des pertes de l'époque du conflit à plus de 1,4 milliard USD, un chiffre qui n'inclut que la période 2003-2006 (MSR, à paraître).



Aceh a constitué un théâtre potentiel de la mise en œuvre d'une approche « maximaliste » de la réintégration et de la reconstruction. Contrairement à de nombreux environnements d'après-guerre, les ressources ne manquent pas à Aceh. Dans leur examen de six processus de paix, Shepard Forman et Stewart Patrick citent comme problèmes principaux un manque d'argent et l'incapacité à tenir les promesses (Forman et Patrick, 2000). Les ressources abondaient pourtant à Aceh : le tsunami avait entraîné l'arrivée d'environ 8 milliards USD en ressources destinées à la reconstruction et au développement (Barron, 2008) et 3 645 ONG internationales y étaient enregistrées en janvier 2006 (Schulze, 2006).

Ces fonds auraient pu permettre de promouvoir la croissance et le développement des zones touchées par le conflit, de façon à contribuer à la consolidation de la paix. Cependant, les programmes de réintégration et les stratégies d'après-guerre étaient séparés de ceux destinés à la reconstruction après le tsunami ou au développement au sens plus large. En conséquence, seule une quantité relativement restreinte de ces ressources est parvenue dans les zones touchées par la guerre, ce qui a créé des inégalités qui génèrent de nouvelles tensions.

Limitations de l'utilisation de l'aide offerte après le tsunami

La grande majorité de l'aide des donateurs qui est parvenue à Aceh s'accompagnait de restrictions, notamment concernant les endroits où elle pouvait être dépensée (les zones côtières touchées par le tsunami) et les personnes qui pouvaient en bénéficier (celles directement touchées par le tsunami) (Schiller, 2008). À titre d'exemple, le fonds multidonateurs, une cagnotte de plus de 600 millions USD destinée à l'aide à la reconstruction après le tsunami, n'a pas pu obtenir de ses donateurs la permission de s'étendre aux programmes post-conflit. Les États-Unis, en particulier, ont argué que l'approbation du Congrès serait nécessaire pour modifier le mandat du fonds de manière à y inclure les programmes de développement au sens plus large et de reconstruction d'après-guerre.

Un couple est témoin de la destruction causée par le tsunami dans leur ancienne zone résidentielle de Banda Aceh, janvier 2005. d/Dimas Ardian/Getty Images

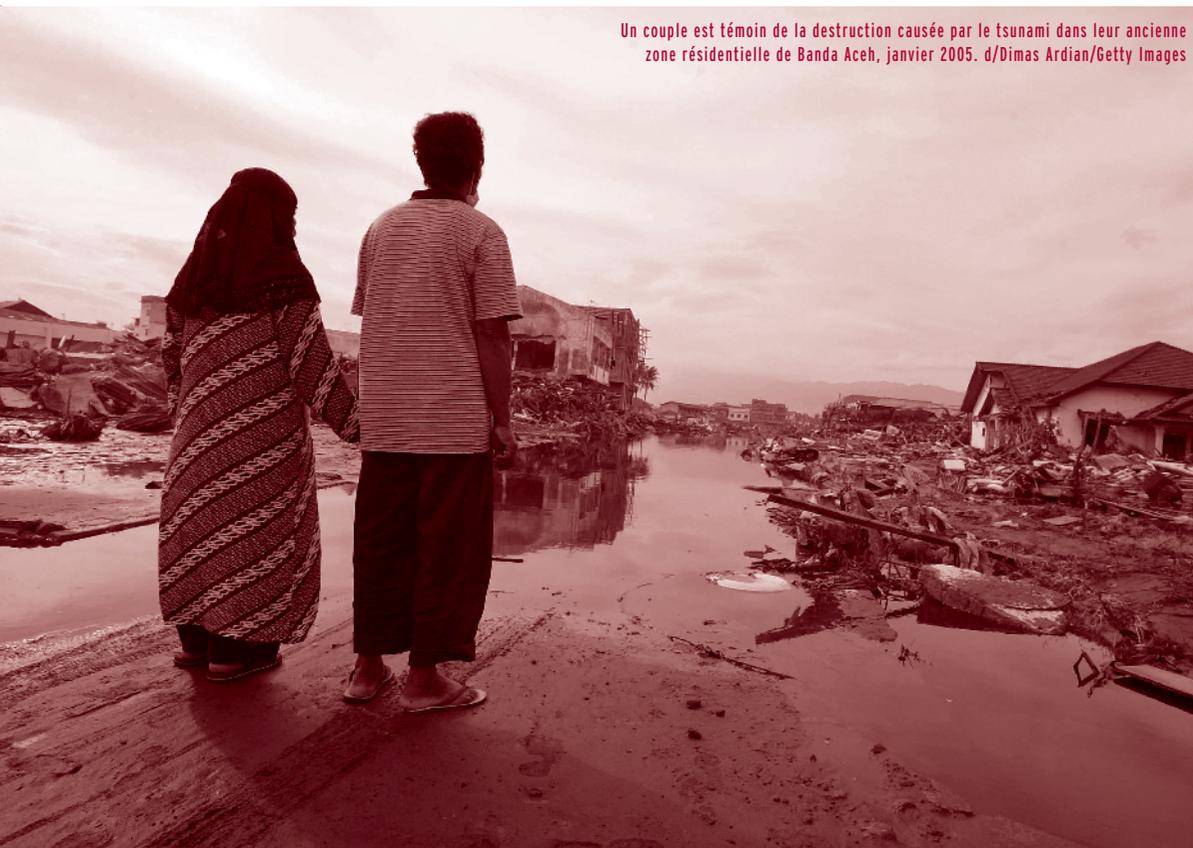
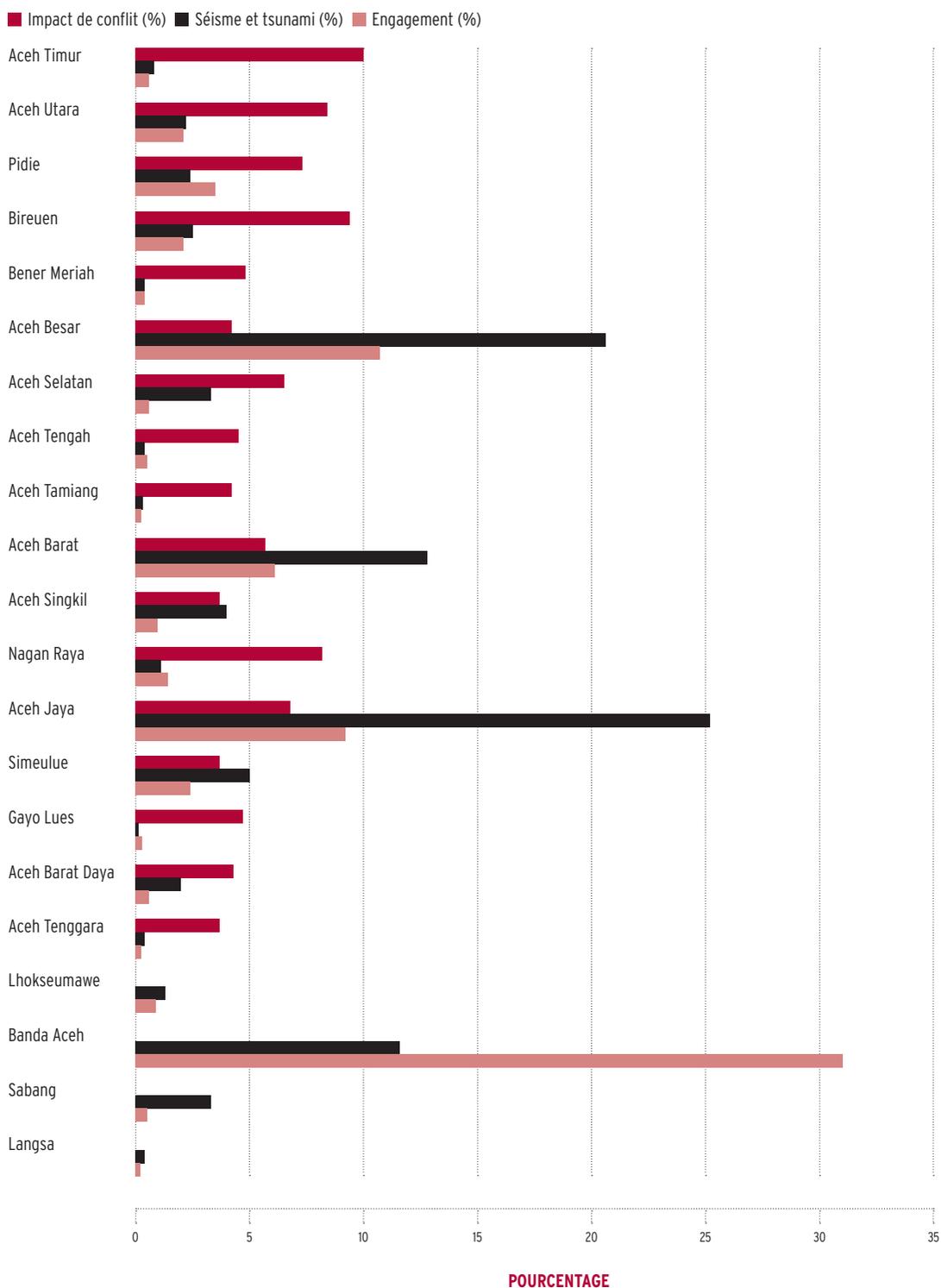


Figure 8.3 **Dégâts du conflit, dégâts du tsunami et financement pour le tsunami, par district**

Source : estimations de la Banque mondiale, novembre 2008

Dans une telle situation, et en accord avec d'autres donateurs tels que l'Union européenne, ils ont fermement résisté aux pressions les poussant à pénétrer dans les zones affectées par le conflit situées en dehors des zones côtières touchées par le tsunami (Barron et Burke, 2008). Si de plus en plus d'agences ont commencé à s'intéresser aux questions de consolidation de la paix au fil du temps, la plupart se sont aperçues qu'elles ne pouvaient pas utiliser leurs ressources dans certaines des régions les plus touchées par le conflit à Aceh (Burke et Afnan, 2005).

Ces restrictions étaient compréhensibles face à l'ampleur des conséquences du tsunami et aux besoins considérables qui ont suivi celui-ci. Toutefois, si les fonds du tsunami n'ont pas pu être utilisés pour répondre à des besoins essentiels d'après-guerre, peu de ressources supplémentaires sont arrivées pour soutenir de nombreuses zones de la province parmi les plus touchées par le conflit. Les nations donatrices avaient en effet le sentiment qu'il était difficile de plaider en faveur d'un financement significatif pour la reconstruction d'après-guerre alors qu'Aceh bénéficiait déjà de niveaux d'aide si élevés pour le tsunami. Comme mentionné plus haut, seules certaines régions d'Aceh bénéficiaient d'une telle aide. Les subventions gouvernementales allouées à la reconstruction après le tsunami, et dont la majeure partie provenait de Jakarta, ont évité de nombreuses zones touchées par le conflit et le financement explicite de programmes de soutien de la paix a été relativement limité.

En conséquence, un énorme écart s'est creusé entre la quantité de ressources affectées au tsunami et celles qui étaient à la disposition des programmes post-conflit : les ressources allouées pour le tsunami étaient plus de 20 fois supérieures à celles destinées à la réintégration³⁵. Environ 7 % des « fonds du tsunami » sont parvenus à des zones touchées par le conflit mais pas par le tsunami³⁶, ce qui a été d'une aide certaine. Mais globalement, d'importants fossés de financement pour la reconstruction d'après-guerre et le développement ont été constatés dans bon nombre des zones les plus durement touchées par le conflit. Comme l'indique la figure 8.3, les districts d'Aceh qui avaient subi les dégâts les plus importants à la suite du conflit (Aceh Timur, Bireuen, Aceh Utara, Pidie et Nagan Raya) n'ont tous reçu que de très petites sommes de l'aide après le tsunami³⁷.

Les sommes de donateurs qui sont arrivées après le conflit ont souvent été allouées à des problématiques précises de la réintégration (telles que les moyens de subsistance des anciens combattants et des victimes de conflit ou le soutien psychosocial) et à un ensemble limité d'efforts de consolidation de la paix (tels que la formation à la médiation des conflits, l'information publique, la sensibilisation à l'égalité des sexes). Il n'y avait que peu d'argent disponible pour travailler dans d'autres domaines essentiels comme la reconstruction des infrastructures et le développement économique au sens large. Les programmes de (post-)conflit et l'aide à la réintégration sont devenus synonymes à Aceh. Un manque crucial est donc apparu au niveau de la fourniture d'une aide au développement en situation d'après-guerre destinée à rebâtir les infrastructures touchées par le conflit, à créer des moyens de subsistance durables et à renforcer les institutions locales.

Les ressources disponibles pour les programmes du tsunami étaient 20 fois plus importantes que pour les programmes de réintégration.

Manque de synergie entre les programmes pour le tsunami et pour le conflit

Un deuxième problème est lié à l'absence de synergie entre les stratégies et programmes offrant une aide après le tsunami et après le conflit. Du côté des autorités de Jakarta et d'Aceh, les agences responsables de la réintégration (BRA) et de la reconstruction après le tsunami (BRR) ne trouvaient que peu d'incitations à collaborer. Dès le début, la BRR a considéré que son mandat était uniquement lié à la reconstruction après le tsunami. Dans les jours qui ont suivi la signature du mémorandum d'Helsinki, des débats ont eu lieu sur le rôle que jouerait la BRR auprès des programmes de réintégration et de reconstruction d'après-guerre. L'agence disposait de capacités suffisantes et l'élargissement de son mandat pour couvrir ces domaines garantirait que les énormes fonds pour le tsunami pourraient être exploités à des fins de consolidation de la paix. À juste titre, les représentants de la BRR ont toutefois rechigné à participer à la formation et à la mise en œuvre du programme de réintégration ou d'un quelconque travail post-conflit plus général. Ils s'efforçaient déjà de faire face aux énormes défis posés par la reconstruction après le tsunami et voulaient éviter ce qui était considéré comme un terrain politiquement risqué (Barron et Burke, 2008).

Le BRA n'a guère manifesté d'intérêt non plus pour une collaboration avec la BRR. La jalousie était en partie responsable de cet état de fait : non seulement la BRR avait bien plus de ressources à sa disposition, mais elle bénéficiait également de capacités plus étendues, et l'agence recevait bien davantage d'attention de la part des donateurs et du gouvernement de Jakarta. Plus important encore, la BRR jouissait d'un niveau d'autorité bien plus élevé et d'un mandat plus étendu que le BRA. Il n'y a jamais eu de collaboration significative entre le BRA et la BRR en matière de mise au point de stratégie ou de mise en œuvre de programme.

Inégalités et tensions en hausse

La séparation des programmes de post-conflit et pour le tsunami a eu un certain nombre de conséquences. D'une part, l'utilisation des fonds pour le tsunami a présenté un manque de sensibilité au conflit. Vu qu'une agence gouvernementale distincte avait été nommée responsable des « questions de conflit », la BRR est délibérément demeurée « aveugle au conflit ». De nombreuses zones où les programmes du tsunami étaient activés avaient pourtant été touchées dans une certaine mesure par le conflit. Des anciens combattants et des victimes du conflit vivaient dans toute la province. L'absence de sensibilité au conflit dans les programmes du tsunami, reflétée dans l'incapacité à utiliser l'expertise et les réseaux des responsables du programme de réintégration, était omniprésente (Burke et Afnan, 2005).

D'autre part, les niveaux de financement radicalement différents pour le soutien post-conflit et l'assistance après le tsunami ont entraîné une hausse des inégalités entre les zones touchées par le tsunami et celles touchées par le conflit (Barron, 2008). D'un certain point de vue, le soutien plus important apporté aux victimes du tsunami est compréhensible en raison des impacts considérables de cette catastrophe. Le conflit armé a pourtant causé environ la moitié des dégâts infligés aux infrastructures par le tsunami (Banque mondiale/KDP, 2007, p. 4).

Tableau 8.7 Sources de division et de violence au sein des communautés : membres non combattants de la communauté, par genre, mi-2008

La différence entre [...] est une source de division	Hommes	Femmes	À propos des hommes et femmes qui ont rapporté des divisions		
	Source de division	Source de division	n=	Escalade de la violence au cours des 6 derniers mois	Vous a empêché de mener vos activités économiques
Riches et pauvres	22 %	21 %	435	11 %	12 %
Hommes et femmes	6 %	7 %	110	13 %	8 %
Jeunes et vieux	5 %	5 %	99	10 %	4 %
Démobilisés/PDI et autres membres de la communauté	2 %	2 %	31	4 %	4 %
Nouveaux migrants et autres membres de la communauté	3 %	2 %	59	5 %	2 %
Anciens combattants et villageois	3 %	4 %	72	9 %	2 %
Différents groupes ethniques	3 %	4 %	61	11 %	4 %
Ceux qui ont bénéficié d'une aide spéciale du gouvernement et les autres	44 %	43 %	970	9 %	7 %
Les habitants de ce village et ceux des villages voisins	5 %	7 %	106	3 %	2 %

Ceux qui ont été touchés par le conflit ont toutefois été bien moins susceptibles de bénéficier d'une aide que ceux frappés par le tsunami. À la mi-2008, 47 % des personnes dont les maisons avaient été endommagées ou détruites par le tsunami avaient reçu un dédommagement, contre seulement 16 % de ceux dont l'habitation ou le lieu de travail avait été endommagé ou détruit par le conflit³⁸. Dans les zones touchées à la fois par le tsunami et le conflit armé, les victimes appartenant à la première catégorie se sont souvent vu accorder la priorité lorsqu'il s'agissait de bénéficier d'une aide telle qu'une nouvelle maison. Les infrastructures affectées par le conflit sont rebâties deux fois moins vite que celles touchées par le tsunami (Banque mondiale/KDP, 2007, p. 38). Les niveaux d'assistance d'après-guerre ont également eu tendance à être nettement moins élevés que l'aide aux victimes du tsunami. Une moyenne de 7 000 EUR (11 000 USD) a été allouée pour chaque maison rebâtie après le tsunami, contre 3 500 EUR (5 500 USD) si la même maison avait été détruite par le conflit (Frodin, 2008).

Cette différence a alimenté le ressentiment. L'enquête de 2008 a demandé aux membres de la communauté quelles étaient les sources de division existantes dans leur village. Comme l'indique le tableau 8.7, les différences entre les hommes et les femmes, les jeunes et les vieux, les groupes ethniques, ou encore les PDI de retour et les membres de la communauté n'étaient pas considérées comme d'importantes sources de conflits. Ils sont moins de 4 % à avoir affirmé que des divisions entre les anciens combattants et les membres du village constituaient une source de friction. Des conflits liés à ces divisions ont parfois dégénéré en violence ou empêché la réalisation d'activités économiques, mais le nombre de cas de ce genre est fort limité. Une problématique bien plus sérieuse a été l'accès inégal à l'aide gouvernementale, que 44 % des hommes et 43 % des femmes ont cité comme une source de tension. Quatre-vingt sept informateurs ont rapporté que ces divisions avaient dégénéré en violence³⁹. À partir de mars 2007, les conflits liés à l'apport de l'aide enregistrés dans le suivi du conflit de la Banque mondiale s'approchaient de près de 30 cas par mois (Barron, 2008).

Les infrastructures affectées par le conflit sont rebâties deux fois moins vite que celles touchées par le tsunami.

Fonds du gouvernement local : opportunités et risques

Ces problèmes n'étaient pas imputables au seul programme de réintégration, mais résultaient plutôt d'une stratégie de reconstruction post-conflit et de consolidation de la paix mal conçue et mal exécutée, qui n'est pas parvenue à synchroniser l'aide à la réintégration à court terme avec d'autres programmes et financements en cours dans la province. L'arrivée de nouvelles ressources gouvernementales à partir de 2008 offre l'opportunité de remédier à certaines erreurs déjà commises, mais elle accroît également les risques si les fonds ne sont pas dépensés de façon équitable et transparente.

À partir de 2008, les aides pour le tsunami et la réintégration seront complétées par d'importantes ressources supplémentaires destinées à des dépenses ordinaires de développement. La Loi sur le gouvernement d'Aceh (loi nationale de novembre 2006), qui met en œuvre de nombreuses dispositions du mémorandum, stipule que 70 % des recettes des gisements actuels et futurs d'hydrocarbures devront demeurer à Aceh. Plus important dans le cadre du déclin que connaissent les réserves de gaz, 2 % supplémentaires du système DAU indonésien (le système discrétionnaire de donation globale du centre aux régions, destiné à égaliser la capacité fiscale des gouvernements régionaux) seront offerts à Aceh pendant 15 ans, et 1 % pendant les cinq années suivantes (Barron et Clark, 2007). Avec ce *dana otsus* (fonds spécial) supplémentaire, le budget des autorités acehnaises pour 2008 est de 1,4 milliard USD, soit six fois plus qu'en 1999 (Banque mondiale, 2006c, p. 39) (cf. figure 8.4). Alors même que l'assistance au tsunami quitte Aceh, l'argent disponible pour le développement de la province demeurera relativement constant.

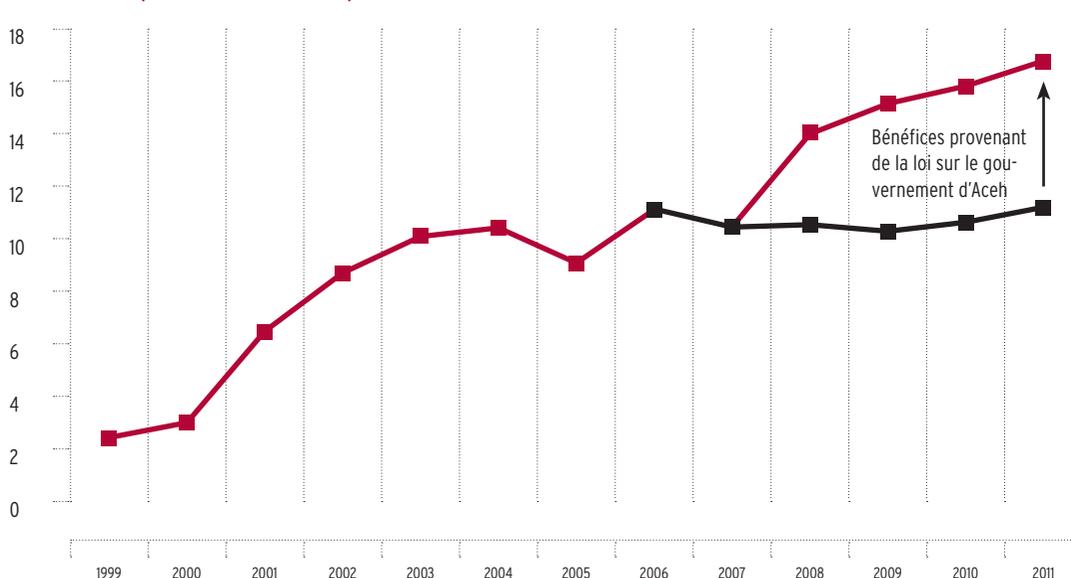
Cela génère de réelles opportunités à Aceh mais engendre également des risques. Les modes d'utilisation de ces ressources et la mesure dans laquelle celles-ci peuvent parvenir à encourager une croissance économique équitable et à améliorer l'offre de services détermineront en partie la probabilité de voir resurgir la violence à grande échelle. Par le passé, le conflit armé a été motivé par la perception d'un fossé entre la richesse d'Aceh et les façons dont la population locale bénéficiait du développement de la province (Ross, 2005). Si les ressources considérables que contrôlera Aceh ne se traduisent pas par une croissance économique et des améliorations au niveau du niveau de vie des villageois ordinaires, le conflit violent pourrait refaire son apparition.

Il est peu probable qu'un tel conflit oppose le GAM au gouvernement de Jakarta, du moins à court terme. Les dirigeants du GAM, et bon nombre d'anciens membres du GAM, sont d'ardents défenseurs de l'accord de paix, les

Figure 8.4 Ressources disponibles pour le développement à Aceh

■ Recettes totales avec *dana otsus* ■ Recettes totales sans *dana otsus*

BILLIONS D'IDR (À PRIX 2005 CONSTANTS)



Remarque : face aux importantes fluctuations que connaît le taux de change entre l'USD et l'IDR, ce graphique présente uniquement des sommes en IDR.

Source : estimations de la Banque mondiale, janvier 2009 (sur la base du baril de pétrole à 60 USD)

dispositions sur l'autonomie spéciale d'Aceh leur conférant un pouvoir sans précédent sur les vastes ressources de la province. La rébellion peut toutefois provenir d'autres sources. Les personnes exclues du pouvoir (notamment les élites qui ont perdu leurs postes haut placés depuis que la guerre a pris fin) peuvent chercher à mobiliser les villageois acehnais déçus de ne pas bénéficier d'un dividende de la paix plus important. Si Aceh ne connaît pas une certaine croissance et que cette croissance ne sort pas la population de la pauvreté, il existe un risque réel que les citoyens aient le sentiment que les dispositions d'autonomie spéciale sont insuffisantes et que l'indépendance totale est nécessaire. L'histoire d'Aceh montre que les temps de paix sont moins fréquents que les périodes de conflit⁴⁰.

En dépit de cela, les donateurs n'ont prêté que relativement peu d'attention à un renforcement des capacités locales en vue d'améliorer les performances et la légitimité de l'État et de nouer des liens entre les personnes au pouvoir et leurs administrés. Seule une assistance relativement réduite a été offerte au gouverneur, aux chefs de district et aux membres du parlement pour les aider à gérer leurs budgets afin de garantir une utilisation efficace et équitable des fonds. Là où une telle assistance a été offerte, seule une attention limitée a été portée à la façon dont la répartition des fonds pourrait affecter la dynamique de (post-)conflit.

Sur le plus long terme, des programmes ciblant une zone géographique plus large et destinés à promouvoir la croissance économique, la création d'emploi, l'offre de services, la réforme du secteur de la sécurité et le renforcement des institutions étatiques sont davantage susceptibles de contribuer à la réintégration et à la prévention des conflits que des programmes ciblés avec davantage de précision. Les stratégies visant à encourager la réintégration et le développement d'après-guerre à Aceh doivent tenir compte du large éventail de sources de financement (y compris pour les programmes non axés sur le conflit) et des divers types de programmes nécessaires (qui ne sont pas tous directement liés au conflit).

CONCLUSION

Ce chapitre explique que les programmes de réintégration d'Aceh se sont avérés largement inefficaces. Cette inefficacité est en partie due au fait que bon nombre de leurs caractéristiques de conception essentielles ont découlé d'une série d'hypothèses, elles-mêmes fondées sur des environnements d'après-guerre fort différents de celui d'Aceh.

D'une part, les normes de la réintégration, telles que reprises dans des documents comme les IDDRS, reflètent un ensemble de défis post-conflit qui ne présentaient qu'une importance minimale à Aceh. Les relations sociales et la confiance unissant les combattants et la population non combattante étaient, et demeurent, solides. Le processus d'Helsinki a offert aux anciens rebelles des opportunités quasi immédiates d'assumer des fonctions politiques et les anciens combattants ont largement accepté le fait que le pouvoir devait être obtenu par des processus politiques plutôt que par la force. Plus important encore, les anciens combattants n'ont été confrontés à aucun obstacle majeur dans leur recherche d'emploi, à l'inverse de la population non combattante d'Aceh. Les besoins d'Aceh en matière de réintégration diffèrent donc de ceux de nombreuses autres régions sortant de la guerre.

Par ailleurs, les mécanismes d'offre d'assistance à la réintégration à Aceh étaient également mal conçus. Les programmes de réintégration ont suivi le modèle international, en essayant de cibler chaque ancien combattant de manière à accorder la priorité à la sécurité plutôt qu'au développement plus général ou aux conséquences sur le bien-être. Les fonds du gouvernement ont été distribués en liquide, sans assistance technique ni suivi destiné à veiller à leur utilisation productive, et sans mécanismes visant à identifier les personnes qui en avaient le plus besoin. Il semble néanmoins difficile d'imaginer comment une aide pécuniaire aurait pu être offerte avec succès à chaque ancien combattant.

Les pratiques internationales mettent de plus en plus l'accent sur des conceptions « maximalistes » de la réintégration, où le soutien offert à court terme aux anciens combattants est lié à des stratégies plus générales destinées à relancer la croissance économique, à améliorer les institutions et à faire face à d'autres problèmes liés à la consolidation de la paix. De telles approches étaient nécessaires à Aceh, où bon nombre de défis post-conflit étaient liés à des problèmes économiques et politiques structurels plus importants. Un programme plus étendu n'a toutefois été mis en œuvre que partiellement – et de façon fort sélective – à Aceh. À titre d'exemple, le financement international et national pour la reconstruction après le tsunami a été considérable. Mais ces fonds n'ont généralement pas pu être dépensés dans les zones les plus touchées par le conflit ; le programme de réintégration s'est ainsi éloigné du travail de développement dans la province. La séparation des efforts de réintégration (devenus synonymes de toute l'assistance post-conflit) et du travail plus général de reconstruction et de développement a contribué à une hausse des inégalités dans toute la province. Cette situation a alimenté à son tour le ressentiment et les tensions, bien qu'il soit encore trop tôt pour déterminer s'il y aura de graves conséquences sur le long terme.

À ce jour, ces échecs n'ont pas eu de conséquences désastreuses pour un certain nombre de raisons. Tout d'abord, les anciennes élites du groupe rebelle ont été bien (ré-)intégrées aux institutions politiques, un développement qui n'a pas résulté d'un quelconque programme post-conflit mais bien de la structure de l'accord de paix. Cet état de fait a aidé à contraindre les dirigeants et leurs partisans à continuer à soutenir la paix. Par ailleurs, la fin du conflit armé a créé un dividende de la paix en soi, en contribuant à réduire la pauvreté et à offrir de nouvelles opportunités d'emploi. Dans cet environnement, l'accès rapide du GAM au pouvoir a permis de canaliser les ressources vers certains anciens combattants. Une répartition inégale et non transparente des ressources de réintégration a suscité des tensions, mais dans un environnement offrant l'occasion d'accéder à des sommes d'argent bien plus importantes (par exemple par le truchement de contrats de construction), l'obtention d'une aide efficace à la réintégration n'allait jamais être de la plus haute importance pour la plupart des combattants.

Il existe de sérieux défis d'après-guerre à Aceh. Les mécanismes destinés à y faire face sont toutefois davantage tournés vers les problèmes de renforcement de l'État et de garantie du développement et de la croissance économique sur le plus long terme, que sur l'aide à apporter à une petite partie de la population (difficile à définir). À Aceh, le défi consiste désormais à effectuer une transition efficace d'une aide ciblée vers un soutien sur le long terme au développement lié à la situation de conflit. Les outils dont on dispose pour la mise en œuvre de la réintégration ne donnent guère d'informations sur la façon d'opérer ce changement.

Les faiblesses des programmes de réintégration d'Aceh soulèvent des questions plus larges quant à l'efficacité du modèle de réintégration pour certaines régions en situation d'après-guerre. Des cadres de réintégration tels que les IDDRS s'avèrent sans doute bien plus utiles pour bon nombre d'États d'Afrique subsaharienne, où les conflits ont détruit des économies et dévasté le tissu social, où la démocratie doit être construite de toutes pièces et où il n'existe que des ressources ou capacités nationales limitées (Peake, 2009). Ce ne sont pourtant pas les seuls endroits où des guerres éclatent et où des accords de paix sont conclus. Aceh fait par exemple partie d'un État indonésien fort et qui se démocratise rapidement. Il est donc absolument essentiel de trouver des modèles destinés à soutenir les processus de paix dans les pays à moyens revenus où les marchés n'ont pas cessé de fonctionner. ■

LISTE D'ABRÉVIATIONS

MSA	Mission de suivi d'Aceh	PDI	Personne déplacée à l'intérieur de son propre pays
ARLS	Enquêtes sur la réintégration et les moyens de subsistance à Aceh	IDR	Roupie indonésienne
ANASE	Association des Nations d'Asie du Sud-Est	OIM	Organisation internationale pour les migrations
BRA	<i>Badan Reintegrasi-Damai Aceh</i> (Agence de réintégration d'Aceh)	KDP	Programme de développement de Kecamatan (sous-district)
BRR	<i>Badan Rekonstruksi dan Rehabilitasi</i> (Agence pour la reconstruction et la réhabilitation après le tsunami)	KPA	<i>Komite Peralihan Aceh</i> (Comité de transition d'Aceh)
GAM	<i>Gerakan Aceh Merdeka</i> (Mouvement pour l'Aceh libre)	MoU	Mémorandum d'entente (signé par le GAM et le gouvernement indonésien)
IDDRS	Normes intégrées de désarmement, démobilisation et réintégration (Nations unies)	USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

NOTES

1. Au moment de la rédaction de ce chapitre, les Indonésiens impliqués dans le processus de paix d'Helsinki (notamment le vice-président Jusuf Kalla et son conseiller principal, Farid Husain) tentent de négocier des pourparlers de paix destinés à mettre fin au conflit dans le Sud de la Thaïlande (Khalik, 2008).
2. Voir, par exemple, Muggah (2009) ; Muggah et Baare (2009) et Muggah et Bennett (2009).
3. Pour des rapports liés à ces sources de données, cf. *Conflict and Development Program* (s.d.).
4. Les données issues des ARLS utilisées dans ce chapitre sont pondérées. Pour les civils masculins interrogés, la pondération permet d'effectuer des projections pour l'ensemble de la population provinciale, plutôt que simplement pour l'échantillon interrogé. Au niveau des civiles interrogées, les données ne sont pas représentatives de l'ensemble d'Aceh mais uniquement des zones où l'enquête a été réalisée. Les données pour les anciens combattants sont représentatives de l'ensemble de la population des anciens combattants.
5. SUSENAS est l'enquête socio-économique nationale administrée par le Bureau indonésien des statistiques.
6. Le mémorandum d'Helsinki appelle le GAM à nommer des représentants auprès de l'agence chargée de la reconstruction après le tsunami, connue sous le nom de *Badan Rekonstruksi dan Rehabilitasi* ou BRR (GoI et GAM, 2005, para. 1.3.9). Teuku Kamaruzzaman, haut dirigeant du GAM, a par la suite été nommé secrétaire de la BRR. Les opportunités d'emploi pour les anciens membres du GAM au sein de la BRR sont abordées plus en détail ci-après.
7. La définition suivante de « conflit violent » est utilisée : toute action physique entre des individus ou groupes, se soldant par des décès, des blessures ou des destructions de propriété, et ne constituant pas un acte de criminalité violente. La « criminalité violente » est définie comme des incidents de violence où il n'existe pas de source de conflit pour les acteurs et où une idéologie ou une identité n'est pas explicitement impliquée dans l'incident. La figure 8.1 ne se réfère qu'aux conflits violents et non à la criminalité violente.

8. Ces chiffres n'incluent pas les incidents de criminalité violente, pour lesquels l'usage d'armes à feu a été plus important. Correspondance avec Adrian Morel, responsable du travail de suivi du conflit à la Banque mondiale, février 2009.
9. Le suivi du conflit de la Banque mondiale indique que les niveaux de violence ont connu une nette augmentation en 2007 mais qu'ils ont commencé à diminuer à partir de la fin du premier trimestre de 2008. Le suivi n'a pas enregistré les incidents avant octobre 2006, et il n'est donc pas possible de confirmer ou d'infirmer ces affirmations de la police. Il est également trop tôt pour déterminer si la chute de la criminalité violente constitue un phénomène temporaire ou durable.
10. Les *Normes intégrées de désarmement, démobilisation et réintégration* des Nations unies spécifient que « l'ONU devrait, dans la mesure du possible, et lorsque le mandat de la mission de maintien de la paix le permet, établir une unité de DDR intégrée à la mission » (UNDDR, 2006, module 2.10, p. 13).
11. Les conseillers à la réintégration à Aceh ont rarement fait explicitement référence aux IDDRS ou SDDRS. Nombre d'entre eux se sont toutefois trouvés impliqués dans le processus de développement des cadres et, dès lors, leurs conseils ont reflété le contenu des documents.
12. Au fil du temps, les objectifs de DDR ont pris de l'ampleur, partant de la focalisation sur la sécurité pour inclure des formes plus larges de promotion de la sécurité ainsi que des objectifs de développement. Voir la section sur « Une approche "maximaliste" de la réintégration », plus loin.
13. Les déclarations explicites sur l'attribution de la priorité à la sécurité plutôt qu'au développement sont rares. Le principe de base du DDR, comme souligné dans les IDDRS, est qu'il s'agira d'un effort international, avec la mise sur pied par l'ONU d'une unité de DDR intégrée (UNDDR, 2006, module 2.10, p. 13). Cette unité de DDR fait rapport à l'adjoint du représentant spécial du Secrétaire général (module 2.30, p. 9). La planification du DDR doit être insérée dans le plan stratégique plus large de la mission des Nations unies (module 3.10). Le DDR devrait soutenir les institutions nationales par le biais du renforcement des capacités, du développement du cadre juridique, de la planification et de la mise en œuvre politiques, de la gestion financière, de l'aide logistique et du travail de développement communautaire (module 3.30). La mise en œuvre des projets n'est toutefois pas prévue dans le cadre des mécanismes de gouvernance habituels mais bien via des institutions *ad hoc* ou directement par des agences internationales ou des ONG (module 3.30).
14. Cf. note précédente.
15. Une dernière année (2008) d'assistance par le gouvernement national est prévue. Les fonds pour 2008 doivent encore parvenir à Aceh et la façon dont ils seront utilisés demeure incertaine. Certains des programmes repris ici sont toujours en cours de mise en œuvre.
16. Des subventions de 500 000 USD par an ont été fournies pour couvrir les dépenses de santé des anciens combattants. Il n'est pas facile de déterminer quels mécanismes ont été utilisés pour répartir ces sommes. Il semblerait qu'un système soit en place pour permettre aux cliniques et hôpitaux de se faire rembourser les dépenses encourues lorsqu'ils traitent gratuitement les anciens combattants. Entretiens avec Asmawati, responsable de la section sociale du BRA, et Fuady, secrétaire du département social du BRA, Banda Aceh, novembre 2008.
17. Cf. Barron et Burke (2008) pour un récapitulatif et un débat plus étendus.
18. Entretien avec l'équipe de l'OIM à Banda Aceh, novembre 2008.
19. Aceh ne constitue pas du tout un cas unique à cet égard. En Éthiopie, par exemple, de nombreux combattants démobilisés qui revenaient du front avec l'Érythrée entretenaient des liens étroits avec les communautés dans lesquelles ils retournaient (Muggah et Bennett, 2009).
20. Aceh est largement homogène d'un point de vue religieux avec une très grande majorité de musulmans. Les groupes de prière et de récitation du Coran constituent une partie importante du tissu social de chaque village. Il semblerait que les anciens combattants participent beaucoup à ces groupes.
21. Il convient toutefois de noter qu'Aceh ne constitue en aucun cas une exception. Des preuves de toute une série de cas, tels que l'Éthiopie (Muggah et Bennett, 2009), le Timor-Oriental (Peake, 2009), et même l'Ouganda (Muggah et Baare, 2009) indiquent des liens étroits entre les combattants et les civils.
22. Parmi les anciens combattants de moins de 30 ans, ils sont 93,5 % à avoir affirmé avoir voté pour Irwandi-Nazar, contre 73,6 % des civils de moins de 30 ans. Pour ceux de 30 ans ou plus, la différence était encore plus nette : 87,5 % des anciens combattants ont déclaré avoir voté pour Irwandi-Nazar, contre 43,1 % des civils de la même tranche d'âge (ARLS, 2008).
23. N = 3 046.
24. Cela ne veut pas dire que les programmes du BRA ou de l'OIM n'ont pas eu d'impacts positifs. Si les anciens combattants qui étaient les moins susceptibles de trouver un emploi par eux-mêmes ont eu une chance disproportionnée de bénéficier d'une assistance, il est possible que les programmes aient eu un impact positif. Malheureusement, il est difficile d'évaluer rigoureusement les impacts de ces programmes, en grande partie parce qu'aucun ne dispose d'un système de suivi et d'évaluation permettant d'établir des comparaisons entre ceux qui ont bénéficié d'une aide et les autres. L'absence de telles évaluations se fait d'ailleurs sentir dans la quasi-totalité des environnements d'après-guerre (Humphreys et Weinstein, 2007).
25. Correspondance électronique avec Yuhki Tajima, Harvard, décembre 2008.
26. Cela soulève des questions quant à ce qui se produira lorsque le boom de la reconstruction après le tsunami prendra fin. Toutefois, comme mentionné précédemment, les budgets des gouvernements provincial et de district sont élevés (et en hausse) et la construction restera vraisemblablement un secteur majeur de l'économie d'Aceh.
27. Cf. Banque mondiale (2008a-d ; 2008g).
28. Un certain nombre de théories se sont répandues quant à l'inclusion d'un chiffre si modeste dans le mémorandum. Une version veut que le GAM ait délibérément donné un chiffre réduit afin de minimiser le nombre d'armes à restituer. Les renseignements militaires ont estimé qu'il y avait une arme pour 3,5 combattants. Une autre version veut que le GAM ait été interrogé sur le nombre de membres *actifs* à l'époque des négociations. Le GAM comptait 3 000 combattants actifs à l'époque (entretien avec Irwandi Yusuf, Banda Aceh, mai 2006) ; les chiffres du mouvement étaient toutefois plus élevés en raison de la tendance des combattants à suivre des rotations, c'est-à-dire à se battre pendant trois

- ou quatre mois avant d'être remplacés par d'autres combattants. Quoi qu'il en soit, il semblerait que l'implication du chiffre de 3 000 pour le nombre de dossiers de réintégration ne soit pas apparue clairement au GAM au moment des négociations d'Helsinki (entretien avec Nur Djuli, responsable du BRA, Banda Aceh, juin 2007).
29. Ces sensibilités sont apparues de manière particulièrement claire lorsqu'un avant-projet d'une évaluation des besoins effectuée par la Banque mondiale a fait remarquer qu'il y avait bien plus de 3 000 anciens combattants à Aceh. Le ministre coordinateur pour l'économie a intimé au directeur de pays de la Banque mondiale de rester en dehors de ce qui constituait une affaire politique (Barron et Burke, 2008, p. 39).
 30. 41 % des anciens combattants n'ont bénéficié d'aucune assistance ; 23 % ont bénéficié de deux formes d'aide au moins (ARLS, 2008, n = 1 024).
 31. Cette perception était moins vraie pour les programmes de l'OIM destinés aux combattants. Les Centres d'information, de conseil et d'orientation (ICRS) ont offert des conseils et une assistance technique, ainsi que des fonds aux anciens combattants (Bean et Knezevic, 2008). Il est toutefois impossible d'évaluer si cette approche s'est avérée plus ou moins efficace que celle du BRA car aucune information n'a été récoltée sur les combattants qui n'ont bénéficié d'aucune aide pour permettre une évaluation des impacts du programme.
 32. En particulier, des allégations et protestations se sont fait entendre quant à un détournement d'argent des programmes de logement du BRA par des responsables gouvernementaux locaux. Dans les hautes terres centrales, on prétend qu'environ 40 % des fonds n'ont pas été remis aux communautés, les logements du BRA présentant en conséquence une qualité médiocre. D'importantes manifestations à Banda Aceh ont poussé le BRA à dédommager les bénéficiaires de ces logements à hauteur de 10 millions de roupies (environ 1 000 USD) par ménage. Entretiens avec des villageois et des employés d'ONG dans les hautes terres centrales, septembre 2008.
 33. Seul le temps nous dira comment la situation évoluera. Dans son analyse du rôle du GAM dans le secteur de la construction, Aspinall identifie correctement l'accès aux ressources par des méthodes non transparentes comme important pour « faire adhérer » le GAM à la paix à court terme (Aspinall, 2009). Son analyse historique des causes et motivations du conflit à Aceh met toutefois en lumière un schéma cohérent. Lorsque les Acehnais ont eu le sentiment que les puissances gouvernementales ne représentaient pas leurs intérêts, le ressentiment est apparu, adoptant souvent une forme violente. Cf. Aspinall (à paraître) et Reid (2009).
 34. Plus de 26 % des ménages acehnais vivaient en dessous du seuil de pauvreté en 2006, un pourcentage nettement plus élevé que pour l'ensemble de l'Indonésie. Dans les zones rurales, les niveaux de pauvreté dépassent les 30 % (Banque mondiale, 2008e, p. 8).
 35. Chiffres extraits du suivi actuel de la Banque mondiale.
 36. Chiffres extraits du suivi actuel de la Banque mondiale.
 37. Pour chaque district, le pourcentage donné représente l'importance des dégâts subis par ce district en comparaison avec les dégâts totaux infligés dans toute la province.
 38. Les chiffres du tsunami incluent uniquement les personnes touchées par le tsunami et pas par le conflit ; les chiffres du conflit n'incluent que les personnes touchées par le conflit et pas par le tsunami. Dans le premier cas, l'échantillon interrogé est constitué de 708 personnes, contre 777 dans le deuxième cas (ARLS, 2008).
 39. Le problème d'accès inégal à l'aide est également confirmé par d'autres études de cas et données clés d'informateurs récoltées dans le cadre du MSR (à paraître).
 40. Des quantités considérables d'Acehnais ont fait partie de la résistance armée contre l'autorité de Jakarta pendant 86 des 132 dernières années, faisant des temps de paix les périodes les plus inhabituelles depuis 1873 (Reid, 2009).

BIBLIOGRAPHIE

- Aditijondro, George Junus. 2008. « Profiting from Peace : The Political Economy of Aceh's Post-Helsinki Reconstruction ». Document de travail n° 3 de l'INFID. Jakarta : Forum international des ONG pour le développement indonésien.
- Aguswandi et Judith Large, éd. 2008. *Reconfiguring Politics : The Indonesia-Aceh Peace Process*. Londres : Conciliation Resources.
- AI (Amnesty International). 2004. « New Military Operations, Old Patterns of Human Rights Abuses in Aceh (Nanggroe Aceh Darussalam, NAD) ». 7 octobre. <[http://web.amnesty.org/library/pdf/ASA210332004ENGLISH/\\$File/ASA2103304.pdf](http://web.amnesty.org/library/pdf/ASA210332004ENGLISH/$File/ASA2103304.pdf)>
- ARLS (Enquêtes sur la réintégration et les moyens de subsistance à Aceh). 2008. Universités Columbia et Stanford et Banque mondiale.
- Aspinall, Edward. 2008. « Peace without Justice ? The Helsinki Peace Process in Aceh ». Genève : Centre pour le dialogue humanitaire.
- . 2009. « Combatants to Contractors : The Political Economy of Peace in Aceh ». *Indonesia*, vol. 87. Avril.
- . À paraître. *Islam and Nation : Separatist Rebellion in Aceh, Indonesia*. Stanford : Stanford University Press.
- Awaluddin, Hamid. 2008. « Why Is Peace in Aceh Successful ? » Dans Aguswandi et Judith Large, éd., p. 25-27.
- Baare, Anton. 2001. « Demobilization and Reintegration : Revisiting the Uganda Experience ». Document présenté lors de l'atelier de l'USAID sur les programmes de démobilisation et de réintégration, Nairobi. 20-21 mars.
- Babiker, Mohammed Hassan et Alpaslan Özerdem. 2003. « A Future Disarmament, Demobilisation, and Reintegration Process in Sudan : Lessons Learned from Ethiopia, Mozambique and Uganda ». *Conflict, Security and Development*, vol. 3, n° 2, p. 211-232.

- Ball, Nicole. 1997. « Demobilizing and Reintegration Soldiers : Lessons from Africa ». Dans Krishna Kumar, éd. *Rebuilding Societies after Civil War*. Boulder (Colorado) : Lynne Rienner.
- Banque mondiale. 2006a. *GAM Reintegration Needs Assessment : Enhancing Peace through Community-level Development Programming*. Banda Aceh : Banque mondiale.
- . 2006b. *The Aceh Peace Agreement : How Far Have We Come ?* Note d'information. Décembre. <<http://www.conflictanddevelopment.org/data/brief/Conflict%20briefing%20note-eng.pdf>>
- . 2006c. *Aceb Public Expenditure Analysis : Spending for Reconstruction and Poverty Reduction*. Jakarta : Banque mondiale.
- . 2008a. *Aceb Conflict Monitoring Update : January 1st–February 29th*. Banda Aceh : Banque mondiale.
- . 2008b. *Aceb Conflict Monitoring Update : May 1st–June 30th*. Banda Aceh : Banque mondiale.
- . 2008c. *Aceb Conflict Monitoring Update : July 1st–August 31st*. Banda Aceh : Banque mondiale.
- . 2008d. *Aceb Conflict Monitoring Update : September 1st–30th*. Banda Aceh : Banque mondiale.
- . 2008e. *Aceb Poverty Assessment 2008 : The Impact of the Conflict, the Tsunami, and Reconstruction on Poverty in Aceh*. Jakarta : Banque mondiale.
- . 2008f. *Aceb Economic Update : October 2008*. Jakarta/Banda Aceh : Banque mondiale/Banque d'Indonésie/Fonds multidonateurs.
- . 2008g. *Aceb Conflict Monitoring Update : October 1st–November 30th*. Banda Aceh : Banque mondiale.
- /DSF (Decentralization Support Facility). 2007. *Aceb Conflict Monitoring Update : September 2007*. Banda Aceh : Banque mondiale/DSF.
- /KDP (Programme de développement de Kecamatan). 2007. *2006 Village Survey in Aceh : An Assessment of Village Infrastructure and Social Conditions*. Banda Aceh/Jakarta : Banque mondiale/Gouvernement indonésien.
- Barron, Patrick. 2008. « Managing the Resources for Peace : Reconstruction and Peacebuilding in Aceh ». Dans Aguswandi et Judith Large, éd., p. 58-61.
- et Adam Burke. 2008. « Supporting Peace in Aceh : Development Agencies and International Involvement ». *Policy Studies*, n° 47. Washington, DC : East-West Center.
- et Samuel Clark. 2006. « Decentralizing Inequality ? Center-Periphery Relations, Local Governance, and Conflict in Aceh ». *Conflict Prevention and Reconstruction Paper*, n° 39. Washington, DC : Banque mondiale.
- Samuel Clark et Muslahuddin Daud. 2005. *Conflict and Recovery in Aceh : An Assessment of Conflict Dynamics and Options for Supporting the Peace Process*. Jakarta/Banda Aceh : Banque mondiale.
- Melina Nathan et Bridget Welsh. 2005. « Consolidating Indonesia's Democracy : Conflict, Institutions and the "Local" in the 2004 Legislative Elections ». Document n° 31 sur la reconstruction et la prévention de conflit. Washington, DC : Banque mondiale.
- Bean, James et Neven Knezevic. 2008. *Meta Analysis : Vulnerability, Stability, Displacement and Reintegration—Issues Facing the Peace Process in Aceh, Indonesia*. Genève : Organisation internationale pour les migrations.
- BRA (Agence de réintégration d'Aceh). 2008. Economic Section Update. Document non publié. Novembre.
- Burke, Adam et Afnan. 2005. « Aceh : Reconstruction in a Conflict Environment ». *Indonesian Social Development Paper*, n° 8. Jakarta : Banque mondiale.
- Clark, Samuel et Palmer, Blair. 2008. « Peaceful Pilkada, Dubious Democracy : Aceh's Post-Conflict Elections and Their Implications ». *Indonesian Social Development Paper*, n° 11. Jakarta : Banque mondiale.
- Colletta, Nat, Kostner, Mark et Wiederhofer, Ingo. 2003. « Disarmament, Demobilization, and Reintegration : Lessons and Liabilities in Reconstruction ». Dans Robert I. Rotberg, éd. *When States Fail : Causes and Consequences*. Princeton (New Jersey) : Princeton University Press.
- Collier, Paul. 1994. « Demobilization and Insecurity : A Study in the Economics of the Transition from War to Peace ». *Journal of International Development*, vol. 6, n° 3, p. 343-351.
- et al. 2003. *Breaking the Conflict Trap : Civil War and Development Policy*. Washington, DC : Banque mondiale et Oxford University Press. Conflict and Development Program. s.d. Site Web. Jakarta : Conflict and Development Program. <<http://www.conflictanddevelopment.org>>
- Damai Aceh. 2007a. Mise à jour. 5 juin.
- . 2007b. Mise à jour. Octobre.
- Forman, Shepard et Stewart, Patrick, éd. 2000. *Good Intentions : Pledges of Aid for Postconflict Recovery*. Boulder (Colorado) : Lynne Rienner.
- Frodin, Lina. 2008. « The Challenges of Reintegration in Aceh ». Dans Aguswandi et Judith Large, éd., p. 54-57.
- GoI et GAM (Gouvernement indonésien et Mouvement pour l'Aceh libre). 2005. *Memorandum of Understanding between the Government of the Republic of Indonesia and the Free Aceh Movement*. Helsinki. 15 août. <<http://www.aceh-mm.org/download/english/Helsinki%20MoU.pdf>>
- Hariyanto, Dadang. 2008. « BRA : BOM Waktu Bagi Irwanda ? ». *Modus*, février (semaine 2).
- Hill, Richard, Taylor, Gwendolyn et Temin, Jonathan. 2008. *Would You Fight Again ? Understanding Liberian Ex-Combatant Reintegration*. Rapport spécial de United States Institute of Peace. Washington, DC : United States Institute of Peace.

- HRW (Human Rights Watch). 2003. « Aceh under Martial Law : Inside the Secret War ». Vol. 15, n° 10. Décembre.
<<http://hrw.org/reports/2003/indonesia1203/indonesia1203.pdf>>
- Humphreys, Macartan et Weinstein, Jeremy. 2007. « Demobilization and Reintegration ». *Journal of Conflict Resolution*, vol. 51, n° 4, p. 531-567.
- Husain, Farid. 2007. *To See the Unseen : Scenes Behind the Aceh Peace Treaty*. Jakarta : Health & Hospital Indonesia.
- Husain, Syed Arshad *et al.* 1998. « Stress Reactions of Children and Adolescents in War and Siege Conditions ». *American Journal of Psychiatry*, vol. 155, n° 12, p. 1718-1719.
- ICG (International Crisis Group). 2005a. *Aceh : A New Chance for Peace*. Briefing Asie n° 40. Jakarta/Bruxelles : ICG. 15 août.
- . 2005b. *Aceh : So Far, So Good*. Briefing Asie n° 44. Jakarta/Bruxelles : ICG. 13 décembre.
- . 2007a. *Aceh : Post-conflict Complications*. Rapport Asie n° 139. Jakarta/Bruxelles : ICG.
- . 2007b. *Indonesia : How GAM Won in Aceh*. Briefing Asie n° 61. Jakarta/Bruxelles : ICG. 22 mars.
- . 2008. *Indonesia : Pre-Election Anxieties in Aceh*. Briefing Asie n° 81. Jakarta/Bruxelles : ICG. 9 septembre.
- OIM (Organisation internationale pour les migrations) *et al.* 2007. *A Psychological Needs Assessment of Communities in 14 Conflict-Affected Districts in Aceh*. Jakarta : OIM.
- Jennings, Kathleen. 2008. « Seeing DDR from Below : Challenges and Dilemmas Raised by the Experiences of Ex-Combatants in Liberia ». *FAFO Report*, n° 3. Oslo : FAFO.
- Jensen, Steffen et Stepputat, Finn. 2001. « Demobilizing Armed Civilians ». *CDR Policy Paper*. Copenhague : Centre de recherche pour le développement.
- Jones, Sidney. 2008. « Keeping the Peace : Security in Aceh ». Dans Aguswandi et Judith Large, éd., p. 72-75.
- Kalyvas, Stathis N. 2008. « Ethnicity and the Dynamics of Civil War ». Document présenté lors de la conférence « Rethinking Ethnicity and Ethnic Strife », Budapest.
- Khalik, Abdul. 2008. « VP Shuns Foreign Ministry in Thai Talks ». *Jakarta Post*. 23 septembre.
<http://old.thejakartapost.com/detailheadlines.asp?fileid=20080923_@03&iirec=4>
- Kingma, Kees. 2001. *Demobilisation and Reintegration of Ex-combatants in Post-war and Transition Countries*. Eschborn : Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit.
- Kingsbury, Damian. 2006. *Peace in Aceh : A Personal Account of the Helsinki Peace Process*. Jakarta : Equinox.
- Knight, Mark et Alpaslan Özerdem. 2004. « Guns, Camps and Cash : Disarmament, Demobilization and Reinsertion of Former Combatants in Transitions from War to Peace ». *Journal of Peace Research*, vol. 41, 4, p. 499-516.
- McGibbon, Rodd. 2006. « Local Leadership and the Aceh Conflict ». Dans Anthony Reid, p. 315-359.
- Mietzner, Marcus. 2006. « The Politics of Military Reform in Post-Suharto Indonesia : Elite Conflict, Nationalism, and International Resistance ». *Policy Studies*, n° 23. Washington, DC : East-West Center.
- Miller, Michelle Ann. 2006. « What's Special about Special Autonomy in Aceh ? ». Dans Anthony Reid, p. 292-314.
- Ministère suédois des Affaires étrangères. 2006. *Stockholm Initiative on Disarmament Demobilisation Reintegration : Final Report*. Stockholm : <<http://www.regeringen.se/sb/d/4890>>
- Morfit, Michael. 2007. « The Road to Helsinki : The Aceh Agreement and Indonesia's Democratic Development ». *International Negotiation*, vol. 12, p. 111-143.
- MSR (Multi-Stakeholder Review of Post-Conflict Programming in Aceh). À paraître. <<http://www.conflictanddevelopment.org/msr>>
- Muggah, Robert. 2005. « No Magic Bullet : A Critical Perspective on Disarmament, Demobilization and Reintegration (DDR) and Weapons Reduction in Post-conflict Contexts ». *The Round Table*, vol. 94, n° 379, p. 239-252.
- . 2006. « Emerging from the Shadow of War : A Critical Perspective on DDR and Weapons Reduction in the Post-Conflict Period ». *Journal of Contemporary Security*, vol. 27, n° 1, p. 190-205.
- . 2009. « Introduction : The Emperor's Clothes ». Dans Robert Muggah, éd. *Security and Post-Conflict Reconstruction : Dealing with Fighters in the Aftermath of War*. Londres et New York : Routledge.
- et Anton Baare. 2009. « Negotiating Reintegration in Uganda : Dealing with Combatants during Peace Processes ». Dans Robert Muggah, éd. *Security and Post-Conflict Reconstruction : Dealing with Fighters in the Aftermath of War*. Londres et New York : Routledge.
- et Jon Bennett. 2009. « Context Matters in Ethiopia : Reflections on a Demobilization and Reintegration Programme ». Dans Robert Muggah, éd. *Security and Post-Conflict Reconstruction : Dealing with Fighters in the Aftermath of War*. Londres et New York : Routledge.
- Paris, Roland. 2004. *At War's End : Building Peace After Civil Conflict*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Peake, Gordon. 2009. « What the Timorese Veterans Say : Unpacking Security Promotion in Timor-Leste ». Dans Robert Muggah, éd. *Security and Post-Conflict Reconstruction : Dealing with Fighters in the Aftermath of War*. Londres et New York : Routledge, p. 165-189.

- Reid, Anthony. 2009. « The Aceh Conflict : A Long-term View for Long-Term Solutions ». Ronéo. Multi-stakeholder Review of Post-Conflict Programming.
- éd. 2006. *Verandab of Violence : The Background to the Aceh Problem*. Singapour : Singapore University Press et University of Washington Press.
- Rolston, Bill. 2007. « Demobilization and Reintegration of Ex-Combatants : The Irish Case in International Perspective ». *Social & Legal Studies*, vol. 16, n° 2, p. 259-280.
- Ross, Michael L. 2005. « Resources and Rebellion in Indonesia ». Dans Paul Collier et Nicholas Sambanis, éd. *Understanding Civil War : Europe, Central Asia, and Other Regions*. Washington, DC : Banque mondiale et Oxford University Press.
- Schiller, Rachel. 2008. « The Impacts of Peacebuilding Work on the Aceh Conflict : Reflecting on Peace Practice—Cumulative Impacts Case Study ». Cambridge, Massachusetts : Collaborative Learning Projects.
- Schulze, Kirsten. 2004. « The Free Aceh Movement (GAM) : Anatomy of a Separatist Organization ». *Policy Studies*, n° 2. Washington, DC : East-West Center.
- . 2006. « Dealing with Destruction : Aceh—A Year after the Tsunami ». *World Today*, vol. 62, n° 1, p. 12-13.
- Stedman, Stephen. 1997. « Spoiler Problems in Peace Processes ». *International Security*, vol. 22, n° 2, p. 5-53.
- Sukma, Rizal. 2004. « Security Operations in Aceh : Goals, Consequences, and Lessons ». *Policy Studies*, n° 3. Washington, DC : East-West Center.
- Sulaiman, M. Isa. 2006. « From Autonomy to Periphery : A Critical Evaluation of the Acehese Nationalist Movement ». Dans Anthony Reid, p. 121-148.
- UNDDR (Centre de ressources des Nations unies sur le DDR). 2006. *Integrated Disarmament, Demobilization and Reintegration Standards*. New York : UNDDR. <<http://www.unddr.org/iddrs>>
- Willibald, Sigrid. 2006. « Does Money Work ? Cash Transfers to Ex-combatants in Disarmament, Demobilization and Reintegration Processes ». *Disasters*, vol. 30, n° 3, p. 316-339.
- Zurstrassen, Matthew. 2006. « An Evaluation of BRA Support to Former Combatants ». Rapport d'évaluation non publié de la Banque mondiale pour le BRA. 10 septembre.

REMERCIEMENTS

Auteur principal

Patrick Barron

Collaborateurs

Wasi Abbas, Macartan Humphreys, Adrian Morel, Laura Paler, Yuhki Tajima, Jeremy Weinstein, Rob Wrobel